



ARGENTINE **Épreuve de** **force contre** **l'extrême droite**

Palestine et Moyen-Orient par Gilbert Achcar

Turquie ● « L'absence de règles est le caractère fondamental du régime »

Lénine ● *De la Grande Logique* de Hegel à la gare de Finlande à Petrograd

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France
Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr
Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

février 2024 n° 717

Argentine

Poder popular

Les forces du peuple 3

Déclaration

C'est pour la classe travailleuse qu'il y a une nécessité et une urgence 4

Mario Bortolotto

Austérité, super-décret et loi « char d'assaut » 6

Palestine et Moyen-Orient

Entretien avec Gilbert Achcar

Pour le droit à l'autodétermination des Palestinien-nes 10

Entretien avec Uri Weltmann

Debout ensemble : Contre la guerre et le racisme en Israël 14

Équateur

Napoleón Saltos

Voir plus loin que la guerre entre État et mafia 16

Turquie

Entretien avec Masis Kürkçügil

« L'absence de règles est le caractère fondamental du régime » 18

Grèce

Andreas Sartzekis

Une gauche toujours plus éclatée, une réorientation urgente comme jamais ! (2) 22

Note de lecture

Henri Wilno

L'analyse de classe, une boussole nécessaire 28

Centenaire de la mort Lénine

Michael Löwy

De la Grande Logique de Hegel à la gare de Finlande à Petrograd 30

Les nôtres

Charles-André Udry

Ernesto Herrera, un lien pour les luttes 36

Vos livres et revues, votre abonnement à inprecor sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens
numéros



Les réseaux
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 €, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit (1 an, 40 €)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

Les forces du peuple

La grève générale et la mobilisation du 24 janvier ont marqué une première et importante étape dans les luttes contre les mesures du gouvernement Milei et son projet néolibéral autoritaire. Selon plusieurs sources, la mobilisation a rassemblé un million de personnes dans toute l'Argentine.

Par
Poder popular*

Nous avons réussi à montrer le rejet massif du «Décret nécessité et urgence» et de la loi Omnibus grâce à l'unité de tous les secteurs qui s'opposent aux politiques de Milei. Ensemble, les centrales syndicales, les mouvements sociaux et les organisations politiques, tous les espaces qui ont émergé depuis sa victoire électorale, ainsi que d'autres qui s'étaient développés auparavant pour s'exprimer lors du second tour, les assemblées de quartier, les espaces organisés par secteur, tous sont descendus dans les rues avec leurs banderoles, chacun participant activement à la lutte.

Cette démonstration de force populaire démontre la capacité de mobilisation des centrales syndicales et la permanence du mouvement ouvrier comme acteur politique de poids dans la réalité nationale. Les chiffres avancés par les différents porte-parole du gouvernement et du pouvoir économique concernant le manque à gagner pour les patrons du fait de la grève ne font que démontrer que c'est nous qui faisons tourner le monde et qui générons la richesse de notre pays.

En outre, la grève a permis une extension géographique de la mobilisation populaire. Le mouvement, initialement centré sur la capitale fédérale et des villes comme Rosario, s'est étendu, avec les concerts de casseroles, à de nombreuses régions d'Argentine. Lors de la grève du 24, nous avons pu observer d'importantes mobilisations dans des endroits comme Rosario, Córdoba, Neuquén, Mar del Plata, plusieurs points de la province d'Entre Ríos et une présence dans le nord de l'Argentine. Cela représente un enjeu majeur pour faire pression sur les députés et sénateurs de chaque province afin de faire basculer leur vote. C'est aussi un défi parce que l'état des centrales syndi-

cales et des mouvements sociaux est inégal dans notre pays. Avec unité et créativité, nous devons réfléchir aux moyens d'étendre toujours plus les appels.

Une scène ouverte

Cette démonstration de force a eu un impact direct sur les capacités du gouvernement. Pour l'instant, il a obtenu un avis favorable dans les séances plénières des commissions (mais le vote à l'Assemblée a été reporté). Pour cela, il disposait de 54 signatures, dont 34 signatures «dissidentes» (non acquises à l'ensemble du texte, NDLR). Le péronisme a obtenu un avis de rejet (permettant que son texte soit étudié en cas de rejet du texte majoritaire, NDLR) avec 45 signatures, auxquelles pourraient s'ajouter celles de la gauche, du Parti socialiste et de la coalition civique et d'une partie des radicaux. Alors que des porte-paroles du gouvernement comme Adorni menacent directement les provinces de ne plus avoir de budget si elles ne votent pas en faveur du projet.

Depuis plusieurs semaines, des députés et sénateurs dénoncent le fait que les parlementaires n'assistent pas aux débats parce qu'ils sont engagés dans des négociations

dans les couloirs, les hôtels et les cafés proches de l'hémicycle. Le lobbying, où l'on promet des amendements en échange de votes, de moyens financiers pour les provinces et des places pour les forces politiques, représente une atteinte à la démocratie qui montre le fossé entre le monde de la «politique» et les besoins quotidiens des citoyen-nés. On ne sait pas encore quels seront les changements dans les votes.

De notre côté, il nous appartient de rejeter ce lobbying par la mobilisation de rue qui, dans ce contexte, sera le garant de la détermination du vote final de la loi.

En tant que *Poder Popular*, nous proposons de construire des assemblées dans chaque lieu de travail et dans chaque quartier pour discuter d'une mobilisation massive et unie lorsque la loi sera votée au congrès. À partir de là, nous devons faire pression sur les centrales syndicales, qui ont démontré leur énorme capacité de mobilisation, afin qu'un tel scénario puisse se répéter et associer tous les secteurs sociaux. ■

Le 27 janvier 2024

* *Poder popular* est la revue d'un regroupement d'organisations marxistes révolutionnaires argentines dont sont membres des camarades de la IV^e Internationale.



C'est pour la classe travailleuse qu'il y a une nécessité et une urgence

De nombreuses organisations et responsables de structures militantes argentines ont publié, avant la grève du 24 janvier, une déclaration exprimant la nécessité d'une riposte du monde du travail face aux attaques sans précédent du pouvoir de Milei et des classes dominantes.

Déclaration d'organisations et responsables militant-es*

Le pays se dirige à grande vitesse vers un pouvoir ultra-autoritaire au service d'un projet politique qui ne favorise que les grandes entreprises multinationales et locales, au détriment de la classe ouvrière et des secteurs populaires. Ceci est démontré par le Décret nécessité et urgence (DNU), qui déclare « l'urgence publique en matière économique, financière, fiscale, administrative, de sécurité sociale, tarifaire, sanitaire et sociale jusqu'au 31/12/2025 ». Parallèlement, le projet de loi Omnibus ajoute l'urgence en matière de défense et de sécurité, donnant la possibilité au pouvoir exécutif d'étendre lui-même pour deux années supplémentaires (c'est-à-dire pendant toute la durée du gouvernement de Milei) la possibilité de légiférer par décrets sur les sujets les plus variés.

* Organisations politiques, sociales et culturelles : Marabunta – Corriente Social y Política / MULCS Movimiento por la Unidad Latinoamericana y el Cambio Social / Poder Popular / CPI Corriente Política de Izquierda / ASL Acción Socialista Libertaria / Colectivo de Comunicación Contrahegemoniaweb / Colectivo Reagrupando / Emancipación Sur / FPDS – CP Frente Popular Darío Santillán – Corriente Plurinacional / Hilo Rojo – Colectivo Militante / La Fragua – Colectivo Militante / Diálogo 2000-Jubileo Sur Argentina / Propuesta Sur / OLP Resistir y Luchar / OLP Resistir y Luchar (Prisionerxs de esta democracia) / Colectivo de la revista y editorial Herramienta / Colectivo Borrador Definitivo, periodismo de clase / Agrupación Comuna Docente (La Matanza) / Desde el Pie, La Pampa / Clase Pública, colectivo de docentes universitarixs (UNLP) / El Centro Cultural y Artístico El Cántaro / La Casona de los trabajadores "José De Luca" / Corriente Docente Emancipadora en COAD UNR. Les signatures individuelles sont disponibles sur le site *Poder popular*.

Une tentative autoritaire dans la forme et dans le fond

De l'élimination des conquêtes, obtenues pour le monde du travail après des années de lutte, à la modification de la loi sur les glaciers, autorisant l'exploitation minière dans les zones périglaciaires ; de l'abrogation de la loi foncière à la modification de la loi sur les forêts, de la suppression de la consultation avec information préalable pour ceux qui vivent dans des territoires qui souffrent historiquement du pillage extractiviste à la privatisation des clubs sportifs sociaux et de toutes les entreprises publiques, en passant par la criminalisation de la protestation sociale. Il s'agit donc d'une réforme constitutionnelle réactionnaire déguisée.

Ainsi, le Président de la Nation profite du discrédit du Congrès et de la politique traditionnelle pour se défaire des institutions du régime de la démocratie libérale. Il tente de concentrer les pouvoirs publics et menace de recourir à la répression et à la violence (comme dans le cas du protocole, illégal, anti-*piqueteros*) pour solidifier son pouvoir. Le renouvellement de la direction des forces armées renforce encore l'alignement sur les États-Unis et Israël et les prépare à un éventuel scénario plus répressif.

Une stratégie du choc en faveur de la classe dominante

En seulement vingt jours, le Président a lancé une offensive généralisée sur de

larges secteurs de notre société avec un plan d'ajustement économique encore plus lourd que celui proposé par le FMI. Ce dernier refuse d'ailleurs un financement plus important et exige de recouvrer la dette illégitime et odieuse contractée pendant le gouvernement de Macri et légitimée pendant le gouvernement du Frente de Todos.

L'analyse du Plan d'ajustement, la continuité du budget 2023, le DNU et le projet de Loi Omnibus, ne révèlent presque aucune mesure ou disposition en faveur des travailleurs, mais au contraire un important transfert de revenus vers le capital le plus concentré, avec également des mesures

spécifiques qui favorisent telle ou telle grande entreprise.

L'ajustement n'est payé ni par « la caste » ni par « les politiques », il retombe une fois de

plus sur les retraité-es, sur celles et ceux qui vivent de leur travail, qui sont exclues de la production et de la consommation, sur les locataires, sur les petites entreprises et les commerces de proximité.

Au rythme vertigineux de l'augmentation du coût de la vie, les salaires, les pensions et les revenus populaires diminuent, tandis que le chômage, la pauvreté et la misère augmentent. Le résultat du blocage des salaires et de la récession comme prétendue recette pour stopper l'inflation est dévastateur pour la majorité, les classes populaires. Il est aggravé par une dévaluation brutale, réalisée en un seul jour, et le début de la libéralisation de toutes sortes de tarifs douaniers.

Le Président profite du discrédit du Congrès et de la politique traditionnelle pour se défaire des institutions du régime de la démocratie libérale

Un État autoritaire et antisocial

C'est un gouvernement qui exprime de façon ouverte les intérêts du grand capital et des classes dominantes. Le soutien de l'Association des entreprises argentines à l'austérité et à la réduction drastique des effectifs de l'État, celui de l'Union industrielle argentine et de la Chambre de commerce à la réforme du travail, comme les déclarations de la Société rurale, en disent long.

Poussé jusqu'au bout, le projet de Milei cherche à refonder l'Argentine sur la base des « lois du marché », qui donnent beaucoup plus de pouvoir aux grandes entreprises et détériorent les droits des travailleurs/ses, tout en réduisant l'État à des tâches fiscales, de contrôle social et de répression.

Pendant la campagne électorale, le gouvernement a promis plus de liberté, mais il accorde déjà une liberté totale au secteur commercial le plus concentré, tout en détruisant les libertés gagnées par le peuple au cours de l'histoire et des luttes sociales.

Le DNU se concentre sur la dérégulation économique par la modification et l'abrogation de centaines de lois (1), sur la réforme de l'État, tout en transformant les entreprises d'État en sociétés par actions, une étape vers leur privatisation.

La réforme du Droit du travail s'oppose totalement aux intérêts des travailleurs et des organisations syndicales : elle s'attaque au droit de grève dans les secteurs « essentiels » qui ne pourraient plus mener de véritable grève ; elle réduit les indemnités de licenciement ; elle remet en question les conventions collectives, la « cotisation syndicale solidaire » et la gestion de la sécurité sociale par les syndicats ; elle s'attaque au congé maternité ; elle allonge les périodes d'essai, etc. Cette réforme est actuellement bloquée devant les tribunaux en raison des recours déposés par la CGT et la CTA de los Trabajadores.

Développer une mobilisation de masse

La contrepartie de ces attaques sans précédent est le développement très important des discussions et de la politisation de vastes secteurs de notre population. La réussite impressionnante du rassemblement du 20 décembre, la réapparition des concerts de casseroles dans les quartiers, le succès de l'appel à manifester de la CGT le 27 décembre, mais aussi les attaques contre les organisations syndicales et les travail-

leurs/ses, ont exercé une pression sur les dirigeants syndicaux pour qu'ils décrètent une grève avec un rassemblement devant le Congrès national pour le 24 janvier.

Il s'agit d'un point de départ pour un plan national de lutte visant à mettre en échec les mesures d'austérité, à abroger le DNU, à empêcher l'approbation de la loi Omnibus et à empêcher toutes les réformes régressives qui, si elles étaient adoptées, nous plongeraient dans l'inconnu.

Les travailleurs et les secteurs populaires doivent prendre en main cette grève nationale. D'ici le 24, nous devons promouvoir des appels ouverts à la discussion afin de rechercher l'unité d'action la plus large pour construire la grève et un plan de lutte de grande envergure.

Les organisations, les courants politiques et les individus qui signent cette déclaration s'engagent à contribuer à la réussite de la grève par toutes les activités nécessaires et à leur portée, dans l'unité la plus large possible.

Nous savons également que nous devons nous préparer à un long combat, dans lequel la grève et la mobilisation du 24 seront une bataille majeure, mais pas la seule, ni la dernière. Nous devons nous organiser à partir de la base, dans chaque lieu de travail, dans chaque quartier, dans chaque école. Avec nos camarades.

En avant !

En ces temps de prédominance du plus terrible individualisme, encouragé par ceux qui détiennent le pouvoir, nous devons accompagner chaque lutte de solidarité et contribuer à chaque besoin populaire. Nous devons promouvoir les assemblées, les réunions interprofessionnelles, les congrès, en d'autres termes, les organes unitaires permanents qui aident à articuler, à briser la fragmentation et à ce que les luttes de chaque secteur, si nécessaires, ne restent pas isolées. Nous savons par expérience que chaque lutte isolée est plus facilement vaincue.

Et nous avons aussi besoin de rompre le cercle tragique qui veut que ce soit toujours le peuple qui prene les coups tandis que ce sont toujours les mêmes qui décident de l'orientation du pays. Nous devons profiter du fait que, comme cela a rarement été le

cas ces derniers temps, nous discutons de politique à la base et nous nous rassemblons pour résister et débattre du type de pays dont nous avons besoin, de quelle démocratie et quelles politiques nous voulons. Les organisations et individus signataires de ce texte s'engagent à contribuer de toutes leurs forces à cette nécessité et à la lutte populaire. [...]

L'avenir est plein de dangers et les prochains mois sont décisifs. En avant vers la grève générale et pour construire un plan de lutte pour vaincre le gouvernement du capital. Transformons 2024 en une année de lutte et d'espoir.

- Suspension du paiement de la dette extérieure, annulation de l'accord avec le FMI,

© Quatrième Internationale.



- Pour vaincre l'inflation, gel des prix et contrôle sur les grandes entreprises qui fixent les prix dans la production et la distribution des denrées alimentaires de base, de l'énergie et des transports,

- Récupération de la souveraineté sur nos biens communs, nos voies navigables et le contrôle du commerce extérieur,

- Récupération immédiate des salaires et des pensions. Refus des licenciements, de l'abrogation de la loi sur les loyers et les expulsions, refus de la répression et les arrestations qui attaquent les luttes populaires.

- À bas le plan d'austérité, le DNU, le protocole anti-piqueteros et le projet de loi Omnibus. Tous à la grève nationale du 24 janvier. Pour un plan de lutte jusqu'à la défaite des plans de Milei et du grand capital. ■

Buenos Aires, le 11 janvier 2024

1) Sur les loyers, le montant des pensions et des retraites, la terre, la production publique sur les médicaments, l'approvisionnement, la protection de l'industrie nationale, la garantie de l'approvisionnement du marché pour les biens de première nécessité tels que l'huile, la farine ou la viande et bien d'autres.

Austérité, super-décret et loi « char d'assaut »

Quelques jours de mandat de l'ultra-droite de Javier Milei ont permis d'entrevoir l'essence de son projet. Le contenu de l'accord conclu avec Macri et Bullrich pour le scrutin de ballottage a révélé la soif de pouvoir et les intérêts des grands capitalistes qui le soutiennent.

Par
Mario Bortolotto*

Lorsqu'il a pris ses fonctions le 10 décembre, Milei a symboliquement tourné le dos au pouvoir législatif, l'endroit où le vote populaire lui avait tourné le dos. Trois actions ont suffi pour rendre claires ses intentions. Il y a tout d'abord le paquet de mesures économiques, incluant un plan d'austérité drastique et une dévaluation des revenus des salariés et des classes moyennes : une dévaluation de 118 % de la monnaie, des coupes budgétaires dans les travaux publics, le gel des programmes pour l'emploi, la suppression des subventions aux services essentiels pour la population et l'abrogation de réglementations sur les médias. Ces mesures ont déclenché une augmentation immédiate et frénétique des prix des biens et des services, laissant prévoir une inflation de plus de 60 % pour le premier trimestre 2024, réduisant les salaires à néant et plongeant des millions de personnes dans la pauvreté.

Pour contenir le mécontentement et intimider les protestataires, un protocole anti-manifestation initié par la ministre Patricia Bullrich a été annoncé. Ce protocole « anti-piqueteros » vise à décourager les mouvements sociaux par des mesures répressives qui violent la jurisprudence existante, y compris la Constitution nationale, la Convention interaméricaine des droits humains et les traités internationaux sur les droits civils et politiques.

* Mario Bortolotto est professeur à l'université nationale de Rosario et membre de *Poder Popular*. Traduit par Fabrice Thomas.

1) « La ley de los dueños », 26 décembre 2023, *LaPoliticaOnline*.

Une attaque en règle

Cette annonce de répression a été suivie par le décret de « nécessité et urgence » (DNU 70/2023), composé de 366 articles. Ce décret, qui suivait le paquet composé de mesures économiques, a provoqué une poussée inflationniste immédiate et fait planer le spectre de l'hyperinflation. S'il n'est pas nouveau que le pouvoir exécutif utilise des décrets de nécessité et d'urgence, il est inquiétant que plus de 300 lois soient modifiées, ce qui constitue non seulement un asservissement du pouvoir législatif mais aussi une destruction des droits fonda-

mentaux qui protègent des millions de familles de travailleurs/ses contre la voracité des grandes entreprises.

L'élaboration du « méga-décret de nécessité et d'urgence » semble avoir été conçue sur mesure pour les grandes entreprises transnationales, comme le souligne le journaliste Diego Genoud dans un article qui explique

comment les grands cabinets d'avocats d'affaires ont été les principaux architectes de cette loi (1). L'ampleur et la portée de ce décret le placent au même niveau que les dérogations et les modifications apportées par la dernière dictature génocidaire entre 1976 et 1983 : déréglementation économique, privatisations, régression sociale, renforcement des pouvoirs publics et durcissement de la répression contre tous les types de protestation.

La « loi omnibus » est en réalité la « loi tanqueta »

La soi-disant « loi Omnibus » est une véritable « loi char d'assaut ». Après une importante mobilisation sociale contre

l'*ajustazo* (« coupes drastiques ») et le *decretazo* (« super décret »), les centrales syndicales ont présenté un recours contre l'ensemble du DNU devant les tribunaux fédéraux. Le même jour, le porte-parole de la présidence, Manuel Adorni, a présenté un projet de loi intitulé « Bases et points de départ pour la liberté des Argentins ». Ce document inhabituel, de plus de 300 pages et 664 articles, vise à modifier ou abroger 366 lois régissant divers secteurs, y compris dans le Code de procédure pénale, le Code civil et commercial, le Code des douanes, le Code minier et le Code électoral national.

Il remplace 359 articles de loi et plusieurs dirigeants ont souligné qu'il s'agissait *de facto* d'une réforme constitutionnelle. Il est pratiquement impossible, en quelques jours, de mesurer la portée et la signification de toutes ces modifications, et encore moins pour la majorité de la population. C'est un scandale juridique que l'exécutif dirigé par Javier Milei et Victoria Villaruel tente de réaliser dans le cadre tactique du plan d'ultra-droite. Celui-ci cherche à créer « la confusion, la désintégration et la fragmentation » afin d'imposer un régime spécial de nature dictatoriale au nom des « marchés » hégémonisés par leurs amis milliardaires. Afin de mettre en évidence la nature autoritaire et antidémocratique du nouveau gouvernement, nous soulignerons quelques sections de la « Ley Tanqueta » qui mettent en évidence les intérêts représentés et ses méthodes.

Vers la dictature

Pour évaluer le degré de dangerosité des articles, il faut souligner les dangers représentés par l'article 1, qui cherche à concentrer le pouvoir public dans le PEN (Pouvoir exécutif national) sous la justification d'une « urgence économique, financière, fiscale, sociale, de prévoyance,

de sécurité, de défense, tarifaire, d'énergie, de santé et sécurité sociale ». Cela permettrait, entre autres, de fixer de manière discrétionnaire le montant des pensions, les « moratoires » (compléments de retraites que l'on rachète), la durée de cotisation, l'âge de la retraite, etc.

Quant à l'article 2, il est présenté comme un véritable éloge du marché libre, prônant l'absence d'intervention et de réglementation de l'État. Cet article est l'expression la plus complète du rêve des entreprises monopolistiques et transnationales qui soutiennent le programme de Milei et Villaroel.

L'article 3 donne la possibilité au pouvoir exécutif de transférer des pouvoirs législatifs, par périodes de deux ans, renouvelables jusqu'à la fin du mandat de Milei et Villaroel. Il s'agit en fait d'une déclaration de dictature unipersonnelle du pouvoir exécutif et de blocage des fonctions du Congrès pour une durée de quatre ans.

D'autre part, les articles 5 et 6 permettent au pouvoir d'intervenir dans toutes les administrations publiques, centrales et locales, à l'exception des universités nationales. Cette possibilité de chasse aux sorcières vise à soumettre toutes les structures en donnant à l'exécutif plus de pouvoir qu'aucun gouvernement n'en a jamais eu. Le secteur d'État est l'une des principales cibles des attaques du gouvernement.

Privatisations à tout-va

Le chapitre II constitue l'un des aspects les plus néfastes du char d'assaut juridique, représentant un véritable pillage du patrimoine public et étatique. L'article 9 de ce chapitre vise à conférer au Pouvoir exécutif national les pleins pouvoirs pour liquider 34 entreprises de la plus haute valeur stratégique pour le pays, mais aussi d'un grand intérêt pour les fonds d'investissement. Ces véritables vautours pourront s'approprier des richesses inestimables pour leurs actionnaires, en achetant des entreprises formidables à des prix dérisoires (2).

En 2023, l'entreprise pétrolière d'État YPF (3) et Banco Nación sont des exemples caractéristiques d'entreprises rentables et stratégiques. YPF a généré un bénéfice brut d'exploitation de 3 milliards de dollars en seulement neuf mois, avec des réserves qui dépassent largement sa dette de 16 milliards de dollars, utilisée comme argument pour sa vente. Selon les calculs du Centre d'économie politique argentin,



Cérémonie d'investiture présidentielle et de remise des clés au Congrès national le 10 décembre 2023 à Buenos Aires, Argentine. © Delfina Linares / Senado de la Nación Argentina — Domaine public.

les ressources et les réserves d'YPF, y compris le pétrole et le gaz, s'élèvent à 310,5 milliards de dollars. D'autre part, Banco Nación affiche un résultat proche de 700 milliards de pesos en 2023, avec plus de 13 000 milliards de dépôts, soutenu par une solide cote de crédit. Dans les deux cas, l'intention de vendre n'est pas due à des pertes, mais à leur attrait en tant qu'investissements pour des entités privées. Une démonstration claire de la logique de dépossession et de pillage qui imprègne l'ensemble du projet de loi.

L'impunité pour les riches

Le chapitre V présente les « mesures fiscales » destinées aux champions de l'évasion fiscale et des devises, aux millionnaires et aux hommes d'affaires amis. Dès la « Section I - Régime de régularisation exceptionnelle des obligations fiscales, douanières et de sécurité sociale », les avantages pour la caste des entrepreneurs multimillionnaires sont évidents.

L'article 155, paragraphe b, établit la suspension de toute action civile pour des délits fiscaux, de change, douaniers et administratifs, contredisant frontalement le slogan de la propagande de Milei : « *Tout dans la loi, rien en dehors de la loi* ». Ce point contribue au blanchiment de capitaux et d'actifs par le projet de loi, dépassant, selon les analyses des experts, ce qu'était cette pratique pendant l'administration de Macri. En outre, il renforce l'« allègement » fiscal pour les millionnaires grâce à la réduction du taux de l'impôt sur le patrimoine. Milei a promis de « libérer le pays », mais en réalité il ne libère que les millionnaires, au détriment des travailleurs/ses.

Conformément aux amendements à la Loi sur le contrat de travail contenus dans le méga DNU, qui élimine les amendes et les sanctions pour non-enregistrement, l'article 119 accorde aux employeurs « *le bénéfice de la suppression des amendes et autres sanctions pour les infractions formelles commises jusqu'au 30 novembre 2023* ».

Des attaques réactionnaires

Les articles 535 à 540 modifient la loi Micaela (qui oblige toutes les fonctionnaires à suivre un stage sur les questions de genre et des violences faites aux femmes, NDLR). La Fondation Micaela García « La Negra » avertit que l'objectif est de modifier la loi afin que seules les personnes qui travaillent dans le secteur public au sein des organismes compétents soient obligées de respecter la loi et non toutes les personnes qui travaillent dans les trois branches de l'État. En outre, on peut souligner l'élimination du concept de « genre », remplacé par la formule de « *violence familiale et violence à l'égard des femmes* ». Il s'agit d'un camouflage à la lutte menée depuis des décennies par le mouvement des femmes et les LGBTI.

Le chapitre III pourrait être appelé la liquidation de la Culture au service des méga-industries « culturelles » hégémoniques, où les arts et la culture sont réduits aux entreprises hégémoniques. Dans cette section, il s'agit d'écraser le mouvement des travailleurs de la culture qui ne se résignent pas au pouvoir du « dieu argent » admiré par certains adeptes de Milei. Les articles 558 et suivants s'attaquent à l'Institut national du cinéma et des arts audiovisuels et à l'Institut national de la musique, fermant l'Institut national du théâtre et le Fonds national des arts. Il vise également les bibliothèques popu-

2) Parmi les plus emblématiques, citons Correo oficial de la República Argentina S.A., Empresa Argentina de Navegación Aérea S.E., Energía Argentina S.A., Fábrica Argentina de Aviones « Brig. San Martín » S.A., Fabricaciones Militares S.E., Ferrocarriles Argentinos S.E., Innovaciones Tecnológicas Agropecuarias S.A., Intercargo S.A.U., Nación Bursátil S.A., Nación Servicios S.A., Nucleoeléctrica Argentina S.A., Radio y Televisión Argentina S.E., TELAM S.E., Belgrano Cargas Y Logística S.A., Vehículo Espacial Nueva Generación S.A., Yacimientos Carboníferos Fiscales Empresa Del Estado, et YPF S.A.

3) YPF, Yacimientos Petrolíferos Fiscales (gisement pétrolière d'État), est une entreprise spécialisée dans l'exploitation, l'exploration, la distillation, la distribution et la vente de pétrole ainsi que ses dérivés. C'est la plus grande entreprise d'Argentine. Elle emploie directement ou indirectement plus de 46 000 personnes.

lares et, l'article 60 propose l'abrogation de la loi du prix uniforme de vente au public.

Un chapitre répressif et totalitaire est présenté

Pour ceux qui ne partagent pas la vision de « l'offensive libérale des milliardaires », le « Chapitre I – Sécurité intérieure, Section I - Organisation de manifestations » présente des mesures inédites. L'article 326 du Code pénal national est modifié. Cette modification vise à poursuivre pénalement toute personne qui organise et/ou participe à des manifestations publiques, en imposant des peines allant d'un à six ans de prison, en fonction du type de manifestation et de l'interprétation réalisée par la justice sur son influence dans cette manifestation. En outre, dans les articles suivants, de 327 à 341, l'établissement d'un régime policier-dictatorial est évident, puisqu'une réunion et/ou une manifestation publique supérieure à trois personnes peut être punie. Ce chapitre caractérise clairement la « Ley Tanqueta », qui suscite d'immenses inquiétudes quant à un possible retour à l'époque du terrorisme d'État et de la persécution politique par l'État. Cela ne manquera pas de susciter la nostalgie du millier de génocidaires condamnés pour crimes contre l'humanité qui espèrent également être absous par ce qu'ils considèrent comme leur propre gouvernement.

Dans les différents secteurs et collectifs, il y a autant d'analyses qu'il y a de lois modifiées. Elles s'accordent toutes sur l'avalanche d'abus dans les domaines de l'environnement (abrogation des lois contre les brûlis incontrôlés), de la santé, de l'éducation, de la protection de l'enfance, etc. Il est clair que nous ne devons pas permettre ces mesures, inconstitutionnelles, qui violent toutes sortes de droits sociaux, civils et politiques.

Ne nous trompons pas

D'une part, il est essentiel de ne pas confondre le vote populaire pour une formule électorale, motivé par le mécontentement généré par huit ou neuf années de détérioration des conditions de vie, avec le soutien à la mise en place d'un régime autoritaire. Certains sondages montrent que « Milei a perdu 1 % de soutien par jour de son mandat, pour arriver à 55,5 %

4) « Javier Milei, con un 55 por ciento de imagen negativa », *Página 12*, 30 décembre 2023.

5) « El regreso de los endeudadores y saqueadores seriales », Mario Bortolotto, *Poder Popular* Argentine, 8 décembre 2023.

de personnes ayant une image négative de lui, contre seulement 44,1 % ayant une image positive » (4). En outre, « 56,1 % des personnes interrogées déclarent que le DNU est inconstitutionnel et devrait être abrogé par le Congrès ou les tribunaux ».

D'autre part, il n'est pas vrai que la seule solution à la situation soit un ajustement drastique qui sacrifie les droits du travail, civils et sociaux. La crise invoquée par Milei pour justifier la concentration des pouvoirs publics manque de fondements clairs et ne repose sur aucune donnée réelle. Au cours de ces années, il y a toujours eu des gagnants, tels que les agro-exportateurs, les constructeurs automobiles, les grandes sociétés immobilières, les propriétaires fonciers, les banques et les sociétés financières. Le manque de transparence dans la présentation de leurs bilans rend difficile un débat éclairé sur la crise. De même concernant la légalité, la légitimité et l'utilisation de la fabuleuse dette contractée autrefois auprès du FMI par l'actuel ministre de l'Économie de Milei, Luis Caputo, qui jouit toujours de l'impunité grâce à la complicité du pouvoir judiciaire (5).

La seule motivation perceptible dans les principes du Décret de nécessité et d'urgence et de la « loi Tanqueta » est l'actualisation des rapports de force. Elle cherche à renforcer et à perpétuer la domination, déjà forte, du grand capital dans la lutte historique contre le monde du travail, la classe ouvrière. En outre, elle cherche à maintenir la dépendance impérialiste, en donnant carte blanche aux sociétés transnationales qui cherchent à s'approprier à prix réduit l'accès à la nourriture, aux minéraux et à l'énergie encore afin d'atténuer les effets de la crise énergétique, climatique et alimentaire dans le Nord global. Tant le projet de loi que le décret ont été rédigés par des représentants de ces intérêts et ont trouvé un exécutant disposé à réaliser leurs souhaits.

Les vieilles recettes réactionnaires de l'ultra-droite

Dans la *Stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre* (2007), la journaliste canadienne Naomi Klein synthétise les vieilles recettes que, pendant des décennies, des économistes jusqu'ici marginaux, financés par le grand capital,

ont développées et ont pu appliquer partiellement et dans d'autres aventures autoritaires, et que Milei tente d'appliquer avec son arrivée au gouvernement :

« Pendant plus de trois décennies, Milton Friedman et ses pernicious disciples avaient perfectionné leur stratégie : attendre une crise de grande envergure, puis, pendant que les citoyens sont encore sous le choc, vendre l'État, morceau par morceau, à des intérêts privés avant de s'arranger pour pérenniser les "réformes" mise en place à la hâte [...] "Seule une crise – réelle ou supposée – peut produire des changements", fait-il observer. "Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. Telle

Une modification vise à poursuivre pénalement toute personne qui organise et/ou participe à des manifestations publiques, en imposant des peines allant d'un à six ans de prison.

est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables. » Il estimait qu'« une nouvelle admi-

nistration dispose de six à neuf mois pour mettre en œuvre des changements législatifs majeurs ; si elle ne saisit pas l'occasion d'agir au cours de cette période particulière, elle n'aura plus la même opportunité ».

Milton Friedman a appris l'importance de tirer parti d'une crise de grande ampleur ou d'un état de choc dans les années 1970, lorsqu'il était conseiller du dictateur Augusto Pinochet. Non seulement les citoyens chiliens étaient en état de choc après le violent coup d'État de Pinochet, mais le pays était également traumatisé par un processus très aigu d'hyperinflation... Friedman a conseillé à Pinochet d'imposer un ensemble de mesures rapides pour la transformation économique du pays : réductions d'impôts, libre marché, privatisation des services, réduction des dépenses sociales, libéralisation et déréglementation générales. Friedman a prédit que la rapidité, l'immédiateté et l'ampleur des changements économiques provoqueraient une série de réactions psychologiques chez les gens qui « faciliteraient le processus d'ajustement ». Il a inventé une formule pour cette tactique douloureuse : le « traitement de choc » économique.

L'hyperinflation

Dans le même ordre d'idées, on peut citer un texte du théoricien marxiste Perry Anderson : « Si le Chili a été, en ce sens, une

expérience pilote pour le nouveau néolibéralisme dans les pays avancés occidentaux, l'Amérique latine a également fourni l'expérience pilote pour le néolibéralisme de l'Est post-soviétique. Je fais ici référence à la Bolivie, où, en 1985 Jeffrey Sachs a perfectionné son traitement de choc, appliqué plus tard en Pologne et en Russie, mais préparé à l'origine pour le gouvernement Banzer, puis appliqué imperturbablement par Victor Paz Estenseoro, lorsque ce dernier a été élu à la surprise générale président à la place de Banzer. En Bolivie, la mise en œuvre de l'expérience n'avait pas besoin de briser un puissant mouvement ouvrier, comme au Chili, mais de stopper l'hyperinflation. Le régime qui a adopté le plan Sachs n'était pas une dictature, mais l'héritier du parti populiste qui avait provoqué la révolution sociale de 1952. En d'autres termes, l'Amérique latine a également initié une variante néolibérale "progressiste", qui s'est ensuite répandue dans le sud de l'Europe, dans les années de l'euro-socialisme. Mais le Chili et la Bolivie sont restés des expériences isolées jusqu'à la fin des années 1980 ».

Pour mettre en œuvre ces politiques de choc, ils ont dû instaurer des régimes autoritaires « au Venezuela, et [avec] l'élection de Fujimori au Pérou dans les années 1990. Aucun de ces dirigeants n'a assumé devant le peuple, avant d'être élu, ce qu'il a fait par la suite. Menem, Carlos Andrés et Fujimori avaient d'ailleurs promis exactement le contraire des politiques radicalement antipopulaires qu'ils ont mises en œuvre dans les années 1990. Quant à Salinas, il est notoire qu'il n'a même pas été élu, mais qu'il a frauduleusement volé les élections. Sur les quatre expériences de cette décennie, nous pouvons dire que trois ont enregistré des succès impressionnants à court terme – le Mexique, l'Argentine et le Pérou – et qu'une a échoué : le Venezuela.

«La différence est significative. La condition politique de la déflation, de la déréglementation, du chômage et de la privatisation dans les économies mexicaine, argentine et péruvienne était une formidable concentration du pouvoir exécutif... Menem et Fujimori ont dû innover avec des lois d'urgence, des coups d'État institutionnels et des réformes constitutionnelles. Cette dose d'autoritarisme politique n'était pas envisageable au Venezuela, dont la démocratie de parti est

plus continue et plus solide que dans tout autre pays d'Amérique du Sud. Il est le seul à avoir échappé aux dictatures militaires et aux régimes oligarchiques depuis les années cinquante. Mais il serait hasardeux de conclure que seuls les régimes autoritaires peuvent imposer avec succès des politiques néolibérales en Amérique latine. Le cas de la Bolivie, où tous les gouvernements élus après 1985, tant celui de Paz Zamora que celui de Sánchez Losada, ont poursuivi dans la même voie, est là pour le prouver. La leçon à tirer de la longue expérience bolivienne est la suivante : il existe un équivalent fonctionnel au traumatisme de la dictature militaire en tant que mécanisme permettant d'amener démocratiquement, et non par la contrainte, un peuple à accepter les politiques néolibérales les plus drastiques. Cet équivalent est l'hyperinflation. »

La question se pose ici de savoir si les premières mesures du ministre Luis Caputo, telles que la méga-dévaluation de 118 %, avaient pour objectif de générer un choc inflationniste dans le but de prédisposer la population à des réformes autoritaires.

Ne provoque pas le peuple argentin en décembre

Les réponses populaires à la tentative autoritaire ont été claires dans les manifestations de rue qui ont surgi en réaction à la rafale de mesures des premiers jours. Ces manifestations de résistance reflètent les ressources démocratiques et la mobilisation de la classe ouvrière, malgré les tentatives antérieures de maintenir le mouvement populaire dans la passivité.

Sur les réseaux sociaux, un dicton a circulé : « N'envahissez jamais la Russie en hiver et ne provoquez jamais le peuple argentin en décembre ». Ce dicton suggère que la mémoire collective et sociale du peuple argentin garde en tête certains moments historiques. Les mobilisations du 20 décembre, suite à l'annonce de mesures d'austérité par Caputo, ont été l'une des plus importantes de ces dernières années, attirant des secteurs qui ne participent habituellement pas aux commémorations du soulèvement populaire de 2001 contre le néolibéralisme.

Les concerts de casseroles et les manifestations qui ont suivi l'annonce nocturne

du décret de Milei ont défié, comme dans l'après-midi, le protocole « anti-manifestation » de Bullrich. La pression populaire, exprimée par des manifestations de rejet et de mécontentement les jours suivants, a conduit la CGT et les CTA à appeler à une nouvelle mobilisation pour le mercredi 27. Dans un jeu de contre-attaques, le gouvernement a annoncé la loi Tanqueta et, le lendemain, la CGT, lors de son Comité central confédéral, a cédé à la pression populaire en appelant à la grève générale.

Cette grève, prévue pour 12 heures le 24 janvier, à partir de 11h du matin, avec des manifestations, est justifiée par l'intention du gouvernement de traiter le projet de loi lors de la session plénière des député-es le 25 janvier.

« Peuple qui nous entend, rejoins la lutte ».

Une fois de plus, il a été démontré que si la classe ouvrière se lance dans une lutte se déroulant dans la rue, il est possible de défier sérieusement les tentatives autoritaires et répressives des gouvernements en place. Mais pour que les objectifs populaires soient atteints, un plan d'action coordonné des secteurs syndicaux, des mouvements sociaux, des partis d'opposition et du peuple en général sera fondamental. Non seulement pour bloquer l'offensive du grand capital, mais aussi pour reconstituer le mouvement populaire et repenser une issue alternative à partir des classes subalternes qui ont été pillées, exploitées et vilipendées pendant tant d'années.

C'est pourquoi il est vital de nous renforcer en adoptant une ligne ferme et claire de front unique dans la lutte. Ouvrir et construire les ponts pour un large débat politique brisant les tentatives d'encercllement répressif du mouvement populaire, et en défense de ses droits et de ses revendications.

Pour cela il est vital d'activer tous les réseaux de soutien et de solidarité pour embrasser la lutte qui émerge, partout. Nous devons nous réinventer afin de proposer une voie claire pour sortir de l'impasse dans laquelle les forces de l'ultra-droite nous poussent.

L'heure n'est pas au doute et aux spéculations. L'enjeu est de taille et c'est maintenant que nous avons besoin de toutes et tous.

« Peuple uni, jamais vaincu. » ■

Le 13 janvier 2024

Pour le droit à l'autodétermination des Palestinien-nes,

pour le retrait des forces impérialistes du Moyen-Orient

La guerre à Gaza se poursuit, avec son cortège d'horreurs, mais aussi avec des mobilisations de solidarité importantes et une résistance significative en Palestine. Gilbert Achcar aborde cette situation et les pistes pour construire une résistance face à Israël et ses complices, l'extrême droite et l'impérialisme.

Entretien avec
Gilbert Achcar*

Dans quelle phase de l'intervention Israélienne sommes-nous maintenant ?

Les choses sont relativement claires à la lumière des rapports militaires des forces d'occupation. La phase de bombardement la plus intensive est terminée pour le nord et elle est en cours d'achèvement pour la partie sud. Dans la moitié nord et au centre, les forces d'occupation sont passées à la phase ultérieure, celle d'une guerre dite de basse intensité. En réalité ils organisent un quadrillage complet des zones qu'ils ont occupées afin de détruire le réseau de tunnels et rechercher les combattants du Hamas et d'autres organisations qui sont toujours embusqués et peuvent surgir à tout moment, tant que les tunnels existent.

* **Gilbert Achcar** est professeur à SOAS, Université de Londres. Contributeur régulier et historique d'*Inprecor* et de la presse de la IV^e Internationale, il est l'auteur notamment du *Choc des barbaries* (2002, 2004, troisième édition : Syllepse, Paris, 2017), *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (Sindbad, Actes Sud, Arles, 2009), *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (Sindbad, Actes Sud, Arles, 2013). Son livre le plus récent – *La Nouvelle Guerre froide. États-Unis, Russie et Chine, du Kosovo à l'Ukraine* – vient tout juste de paraître en français aux éditions du Croquant.

Les forces israéliennes sont de plus sous pression internationale, américaine notamment, pour passer à cette phase de combat dite de basse intensité. Mais ce nom est trompeur parce qu'en réalité la basse intensité se limite aux bombardements. Le nombre de missiles et de bombardements par avions et drones va diminuer puisqu'il n'y a plus grand-chose à détruire à Gaza. Ils vont passer à des interventions ponctuelles contre les groupes de combattants qui émergent ici ou là.

*La destruction de fond en comble
d'une vaste zone urbaine aboutit
inévitablement à l'extermination
d'un nombre incroyable de civils.*

La destruction de fond en comble d'une vaste zone urbaine aboutit inévitablement à l'extermination d'un nombre incroyable de civils. Plus de 1 % de la population de Gaza a été tuée. Cela correspondrait pour la France au chiffre effrayant de 680 000 morts !

À cela s'ajoute l'expulsion de 90 % de la population de ses lieux de résidence. Une bonne partie de la droite israélienne – qui est une extrême droite, dans un pays où la gauche sioniste a été laminée – voudrait les expulser du territoire de Gaza vers l'Égypte ou ailleurs. Israël veut s'assurer du contrôle militaire total du territoire, mais c'est une vue de l'esprit : ils n'y

arriveront jamais à moins précisément de mettre tout le monde dehors. Tant qu'il y aura une population à Gaza, il y aura une résistance à l'occupation.

La baisse en intensité des bombardements sur Gaza permet d'autre part à Israël de hausser le ton face au Liban, face au Hezbollah. Les dirigeants sionistes misent sur le fait qu'une partie du pays peut être détachée du Hezbollah pour des raisons confessionnelles et politiques. Les menaces s'accroissent de jour en jour avec une forte pression pour que le Hezbollah se retire au nord, à une distance de la frontière qu'Israël jugerait acceptable. Faute de quoi, Israël menace de faire subir le sort de Gaza à une partie du Liban, autrement dit de raser les régions où le Hezbollah est en position de force dans la banlieue sud de la capitale, au sud du pays, et également à l'est dans la Bekaa.

Quel est l'état de la résistance militaire en Palestine ?

À Gaza, une résistance peut continuer dans les zones dévastées tant qu'il y a les tunnels. Une sorte de ville souterraine a été construite pour les combattants. C'est comme un réseau de métro, mais la population gazaouie ne peut pas s'y réfugier, contrairement à ce qu'on a pu voir en Europe durant la Seconde Guerre mondiale ou comme on le voit aujourd'hui à Kiev, en Ukraine. Les tunnels creusés par le Hamas sont à l'usage exclusif des combattants.

Des roquettes continuent à être lancées de Gaza sur les agglomérations israéliennes, le Hamas et d'autres groupes essayant de montrer ainsi qu'ils sont toujours actifs. Éradiquer le Hamas et toute forme de résistance à Gaza est un objectif impossible à atteindre.

C'est ce qui amène l'extrême droite israélienne à dire qu'il faut vider le territoire de sa population, l'annexer, réaliser le Grand Israël du Jourdain jusqu'à la mer et vider tout ce territoire des Palestiniens. L'extrême droite israélienne, Likoud y compris, aspire à cela. Netanyahu affiche un positionnement officiel plus ambigu du fait de sa position de Premier ministre, mais il n'arrête pas de faire des clins d'œil à cette perspective extrémiste.

En Cisjordanie, la différence avec Gaza est que l'autorité palestinienne – qui est en charge des zones de peuplement palestinien en Cisjordanie – est exactement dans la position de Vichy par rapport à l'occupation allemande. Mahmoud Abbas est le Pétain des Palestiniens. Il existe en Cisjordanie des organisations prônant la lutte armée telles que le Hamas ou d'autres, mais ce qui a le plus attiré l'attention au cours de la dernière année, c'est l'émergence de nouveaux groupes de jeunes qui ne sont affiliés ni au Fatah, ni au Hamas, ni à aucune des organisations traditionnelles. Dans certains camps de réfugiés ou certaines villes, comme à Jénine et à Naplouse, ils se sont constitués en groupes armés et ont mené des opérations ponctuelles contre les troupes d'occupation, ce qui a entraîné des représailles massives.

Depuis le 7 octobre, les troupes d'occupation se sont engagées en Cisjordanie dans une campagne de ratissage, un remake de la « bataille d'Alger », avec en plus le recours à l'aviation pour la première fois depuis 2001. À cela s'ajoute l'action des colons sionistes qui harcèlent et tuent. À l'heure où nous parlons, il y a eu environ 300 morts en Cisjordanie. Ce n'est pas comparable à l'hécatombe, absolument terrible, perpétrée à Gaza, mais l'extrême droite israélienne souhaite répéter celle-ci en Cisjordanie à la première occasion. Cela dit, contrairement à ce que le Hamas espérait, il n'y a pas eu d'embrasement généralisé avec un soulèvement de la population palestinienne en Cisjordanie et à l'intérieur de l'État d'Israël en réponse à l'appel

Tant qu'il y aura une population à Gaza, il y aura une résistance à l'occupation.



Le sixième gouvernement Netanyahu a été formé à l'issue des élections législatives du 1^{er} novembre 2022. Il s'agit d'une coalition composée initialement de six partis de droite et d'extrême droite : Likoud, Judaïsme unifié de la Torah, Shas, le Parti sioniste religieux, Force juive et Noam. Ce gouvernement est considéré comme le plus à droite de l'histoire du pays, intégrant des partis d'extrême droite et les ultraorthodoxes. Ce gouvernement ne compte également qu'un nombre très restreint de femmes (7 sur 38). © Avi Ohayon / Government Press Office of Israel, CC BY-SA 3.0.

du mouvement islamique. La raison en est que la population de Cisjordanie est consciente de la disproportion du rapport de force militaire. Contrairement aux militaires du Hamas à Gaza, où il n'y a plus de force d'occupation directe depuis 2005, la population de Cisjordanie côtoie quotidiennement les forces d'occupation et est directement confrontée à l'extrême droite et aux colons. Elle sait que ceux-ci n'attendent qu'une occasion pour refaire ce qui a été fait en 1948, c'est-à-dire terroriser les gens et les forcer à fuir hors du territoire. C'est ce qui explique que la Cisjordanie n'a manifesté que modérément sa solidarité avec Gaza.

Quel est l'état des mobilisations en Israël ?

Le 7 octobre a été un choc très fort, comme l'a été le 11 septembre 2001 aux États-Unis. Puis il y a eu une utilisation en boucle dans les médias. L'événement n'arrête pas d'être exploité, avec une série sans fin de témoignages afin d'entretenir une mobilisation revancharde de la population. C'est ce type de campagnes, aux États-Unis, qui a permis à l'équipe Bush de se lancer dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Pour l'instant en Israël, cela fonctionne aussi, et la grande majorité de l'opinion judéo-israélienne soutient la guerre.

Une petite minorité antiguerre dénonce le génocide. Il faut saluer son courage, car elle se heurte à un rejet

complet par son milieu social. Mais ce qui est frappant, c'est la quasi-absence de mobilisation des citoyen-es palestinien-es d'Israël, contrairement à 2021, quand il y avait eu une forte mobilisation en solidarité avec le début d'Intifada en Cisjordanie. Cela avait entraîné des réactions violentes de l'extrême droite sioniste à l'intérieur. Au vu de la haine qui s'est emparée de la population judéo-israélienne après le 7 octobre, si les citoyen-es palestinien-es avaient tenté de reproduire une telle mobilisation, les conséquences auraient été terribles.

Cette population subit un climat très intimidant, avec brimades, répression et censure qui s'abattent sur elle, aggravant leur statut de citoyen-es de seconde zone. Ce sont maintenant des parias aux yeux d'une grande partie de la société israélienne.

Qu'est ce qui fait que selon toi il n'y a pas plus d'action dans les pays arabes ?

J'appartiens à une génération qui a vécu la défaite de 1967 et ses lendemains, puis les années 1970 qui ont connu de très fortes mobilisations. Cette fois, il y a eu quelques grandes manifestations dans des pays arabes, mais pas plus qu'en Indonésie ou au Pakistan par exemple. En Jordanie ou au Maroc, il y a eu de grandes manifestations, mais ces pays n'ont même pas mis fin à leurs relations diplomatiques avec l'État d'Israël.

La faiblesse relative des mobilisations ne peut s'expliquer que par le poids des défaites accumulées. La cause palestinienne s'est trouvée affaiblie, notamment

du fait des divisions et de l'action de l'autorité palestinienne de type vichyste, ce qui a permis à un certain nombre d'États arabes d'établir des relations diplomatiques avec Israël.

Mais il y a aussi les défaites des deux ondes de choc révolutionnaires qu'a connues la région jusqu'ici, en 2011 et 2019. Quand on observe la région aujourd'hui, le constat est triste : il ne reste presque rien des conquêtes de ces deux vagues.

Les deux derniers pays où il existait toujours des gains du mouvement populaire sont la Tunisie et le Soudan. La Tunisie est passée de la dictature de Ben Ali à celle de Kaïs Saïed, avec peut-être un aspect de « farce » venant après la tragédie. Au Soudan, les comités de résistance avaient marqué des points jusqu'à l'année dernière, lorsque les deux fractions de l'ancien régime ont entamé en avril une guerre civile impitoyable. On en parle peu dans les médias mondiaux et notamment occidentaux malgré les dizaines de milliers de morts et les millions de déplacés, les violences sexuelles et tout le reste : plus la couleur de peau des gens est foncée, moins on en parle. C'est une immense tragédie, à laquelle les comités de résistance n'étaient pas préparés. Ils n'ont pas de branches armées qui leur auraient permis de jouer un rôle dans une situation de ce type.

On voit concrètement l'impact des défaites depuis le « printemps arabe » : la Syrie, le Yémen la Libye, et maintenant le Soudan, sont dans des situations de guerre civile ; en Égypte, Sissi a mis en place une dictature plus brutale que celle de Moubarak dont la population s'était débarrassée en 2011, et en Algérie les militaires ont rétabli l'ordre en se saisissant de l'occasion offerte par le Covid, puis ce fut le tour de la Tunisie...

Tout ça ne crée pas un climat propice à de grandes mobilisations qui, au Caire ou dans d'autres capitales, s'en prendraient aux représentations diplomatiques d'Israël et forceraient les gouvernements à rompre leurs liens avec l'État sioniste.

Est-ce pertinent d'en conclure que si le projet de l'extrême droite sioniste se réalise, Israël va augmenter son poids dans la région ?

L'extrême droite israélienne sait que les gouvernements de la région font très peu de cas de la question palestinienne, qu'une grande partie d'entre eux a déjà

noyé des relations officielles avec Israël, et qu'ils s'entendent bien entre gouvernements réactionnaires. Israël n'éprouve donc pas le besoin de faire des concessions de ce côté. Ils savent que le gouvernement saoudien est hypocrite, qu'il est sur la voie d'établir des relations avec eux comme les Émirats l'ont fait. Il y a coopération sécuritaire et militaire entre eux contre leur ennemi commun, l'Iran.

L'extrême droite israélienne attire dans son giron, avec l'effet du 7 octobre, une partie de ce qui était considéré comme le centre-droit. Elle table aujourd'hui sur le fait que l'administration américaine, qui s'est fourvoyée dans un soutien inconditionnel à son entreprise contre Gaza, s'est mise dans une position d'où elle ne peut plus reculer. En effet, les États-Unis sont entrés en période électorale, les Démocrates sont donc en concurrence avec les Républicains, et Trump ne manquera pas de saisir le moindre désaccord qui pourrait surgir entre Israël et Washington pour taper sur l'administration Biden. Cette dernière est en position de faiblesse, elle s'est mise dans une position d'où elle n'est plus en mesure d'exercer une forte pression sur l'entreprise génocidaire d'Israël. Il y a beaucoup d'hypocrisie dans les discours de Blinken exhortant Israël à faire preuve d'un plus grand souci « humanitaire » : il se moque du monde, sachant que les destructions et massacres génocidaires à Gaza n'ont été possibles que grâce à l'appui américain.

Cette guerre est la première guerre conjointe israélo-américaine, la première guerre où les États-Unis sont entièrement, depuis le début, partie prenante de l'opération, de ses buts déclarés, de son armement et de son financement.

En outre, l'extrême droite israélienne et Netanyahu misent sur un retour de Trump à la présidence américaine, qui leur faciliterait grandement la tâche pour leur projet de Grand Israël.

C'est pour cela qu'ils annoncent sans cesse que la guerre va continuer durant toute l'année 2024. C'est inséparable du fait que cette année 2024 est une année électorale aux États-Unis. Ils vont exploiter cette

occasion pour continuer sur leur lancée militaire. La menace est donc très sérieuse pour le Liban et pour la Cisjordanie, les deux cibles potentielles d'une prochaine campagne militaire sioniste de grande envergure. La guerre « contre-insurrectionnelle » de « basse intensité » qui est en cours en Cisjordanie peut s'amplifier et, au Liban, les échanges limités de bombardements de part et d'autre de la frontière risquent de se transformer en opération de grande envergure.

À la lumière de l'expérience des mobilisations historiques sur la guerre, que ce soit le Vietnam, l'Irak ou la première Intifada, quels sont les mots d'ordre les plus efficaces pour contrer l'offensive israélienne ? Beaucoup de gens se posent la question de comment agir puisqu'on paraît être face à un ennemi indestructible.

L'effet 7 octobre a été exploité à fond en tablant sur ce que j'avais appelé, après le 11 Septembre, la « compassion narcissique », cette compassion qui ne s'exerce que vis-à-vis des semblables. En France, le parallèle a été fait d'emblée entre la *rave party* de ce 7 octobre et le Bataclan,

de sorte que les gens s'identifient aux Israélien-nes et mettent le Hamas dans la même catégorie que l'État islamique.

Malgré cela, on a vu dans les pays occidentaux une montée de la mobilisation de solidarité avec Gaza, qui est cependant en grande partie celle des communautés

d'origine immigrée en provenance de la région arabe ou de régions en sympathie avec la cause palestinienne. Malgré la disproportion absolue de la présentation des événements dans les médias – pour lesquels une mort palestinienne est bien moins importante qu'une mort israélienne – les gens se rendent compte de l'ampleur du génocide en cours. Mais, avec l'effet 7 octobre, l'indignation est d'une moindre ampleur que ce qu'elle devrait être face à une guerre génocidaire de ce type, qui se déroule sous les yeux du monde entier.

Cette guerre est la première guerre conjointe israélo-américaine, la première guerre où les États-Unis sont entièrement, depuis le début, partie prenante de l'opération, de ses buts déclarés, de son armement et de son financement.

Cependant, l'indignation gagne du terrain et a commencé à renverser la vague du 7 octobre pendant laquelle les voix de solidarité avec la Palestine ont été étouffées par une campagne qualifiant d'antisémitisme, de nazisme, etc., la moindre expression de cette solidarité. Il faut maintenant construire dans la durée en s'appuyant sur l'indignation face au génocide. Ce qui se passe à Gaza permet de montrer la réalité de l'État d'Israël, gouverné par l'extrême droite depuis de nombreuses années, une extrême droite de plus en plus radicale qui est passée à l'action en saisissant l'occasion du 7 octobre comme l'administration de George W. Bush avait utilisé le 11 Septembre pour mener des actions que ses membres projetaient depuis longtemps.

En termes de type d'action, la campagne BDS est éprouvée et efficace. Il faut la continuer et l'amplifier. Sur le plan politique, il faut mettre l'accent sur la complicité des gouvernements occidentaux – à des degrés divers. On peut comprendre les raisons historiques de l'attitude de la classe dirigeante allemande, mais les leçons de la catastrophe du nazisme qu'ils ont tirées sont bien mauvaises si elles les conduisent à soutenir un État qui, bien que se prétendant juif, se comporte de plus en plus comme les nazis.

En France, Macron a dû sentir qu'il était allé trop loin quand il a offert de participer à la guerre israélienne contre Gaza, et la France s'est maintenant distinguée d'autres gouvernements européens en soutenant l'appel au cessez-le-feu. La procédure enclenchée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de justice sur la question du génocide est également un point d'appui pour la pression sur les gouvernements.

Il faut aussi s'opposer aux livraisons d'armes à Israël, notamment aux États-Unis, et souligner l'hypocrisie et le « deux poids deux mesures » des gouvernements occidentaux face sur la question de l'Ukraine et sur celle de la Palestine. Leur discours humanitaire et juridique sur l'Ukraine s'est effondré comme un jeu de cartes, surtout vu depuis le Sud mondial. Certes peu de gens se faisaient des illusions, mais maintenant le double discours est tout à fait flagrant. Cela comprend la qualification de génocide : elle a vite été

utilisée pour l'Ukraine alors que ce qu'y a fait la Russie jusqu'ici est de bien moindre intensité destructrice et meurtrière que ce qu'a fait Israël à Gaza en trois mois.

Un éventail de thèmes politiques permet aujourd'hui de rebâtir une conscience internationaliste et anti-impérialiste, réellement conséquente. Le jumelage de l'Ukraine et de Gaza permet de montrer qu'on est contre toute invasion, qu'elle soit russe, israélienne ou américaine, et qu'en tant qu'internationalistes nous sommes conséquentes dans la défense de valeurs universelles



Benjamin Netanyahu et Emmanuel Macron à Jérusalem, le 24 octobre 2023. © Christophe Ena/AFP)

comme la paix, le droit des peuples, l'autodétermination, etc.

Il y a aujourd'hui matière à de nombreuses batailles d'éducation politique face aux médias, face à l'hypocrisie régnante, face à tous les partisans d'Israël ou de Moscou. Cette guerre des récits est facilitée par l'évidence de la sympathie de l'extrême droite pour Netanyahu et Poutine. Cela permet aussi de montrer comment antisémitisme et sionisme se complètent. Il faut retourner l'accusation assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme en montrant que, s'il est vrai que certains discours antisémites se déguisent en antisionisme, cela est loin d'établir une égalité permanente entre antisionisme et antisémitisme. Il faut souligner en revanche la convergence entre antisémitisme et sionisme : l'extrême droite antisémitique d'Europe et des États-Unis, qui souhaite se débarrasser des juifs, soutient le sionisme parce que celui-ci prône également le fait que les juifs doivent se rendre en Israël plutôt que de vivre en Europe ou en Amérique du Nord.

En ce qui concerne les mots d'ordre pour la solidarité avec Gaza, il faut aujourd'hui articuler les différentes questions qu'on a évoquées et qui sont

d'abord de nature défensive : c'est-à-dire la nécessité d'arrêter le massacre, qui est la priorité absolue, donc l'appel à un cessez-le-feu immédiat. Mais cela ne suffit pas, parce que l'arrêt des combats en présence d'une occupation armée sur tout le territoire pose évidemment un problème. Il faut donc exiger aussi le retrait immédiat, et surtout inconditionnel, des troupes d'occupation. Il faut d'ailleurs exiger le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël de l'ensemble des territoires occupés depuis 1967.

C'est un mot d'ordre qui est conforme à une optique que la grande majorité des gens peut comprendre puisque le droit international considère ces territoires comme occupés et donc exige la fin de leur occupation et de toute colonisation mise en place par l'occupant. De même, le droit international reconnaît aux réfugiés palestiniens un droit au retour ou à la compensation.

Après, c'est aux Palestiniens de décider ce qu'elles et ils veulent : le débat au sein du mouvement de solidarité sur un État ou deux États est souvent déplacé à mon sens, parce que ce n'est pas à Paris, à Londres ou à New York que doit être décidé ce qu'il faut pour les Palestiniens. Le mouvement de solidarité doit se battre pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien dans toutes ses composantes. C'est aux Palestiniens de décider ce qu'ils et elles souhaitent. Pour l'instant, il y a un consensus palestinien sur les revendications de retrait d'Israël des territoires occupés en 1967, démantèlement des colonies en Cisjordanie, destruction du mur de séparation, droit au retour des réfugiés et égalité réelle pour les citoyens palestiniens d'Israël. Autant de revendications démocratiques, qui sont compréhensibles par tout le monde, et doivent être au centre de la campagne de solidarité avec le peuple palestinien.

Au-delà, dans le domaine de l'utopie, il y a matière à réflexion et débat, bien sûr, mais ce n'est pas là-dessus que se construisent les campagnes de masse, notamment dans l'urgence d'un génocide en cours. ■

*Propos recueillis par Antoine Larrache
le 19 janvier 2024.*

Debout ensemble : Contre la guerre et le racisme en Israël

En Israël, malgré la pression de l'extrême droite, des mobilisations existent, regroupant juifs et arabes, contre la guerre et pour l'égalité.

Entretien de Federico Fuentes avec Uri Weltmann*

Après plus de deux mois de guerre et un nombre croissant de victimes, comment la guerre d'Israël contre Gaza est-elle perçue par la société israélienne ? Quelle a été la réaction des Israélien·nes aux actions du Premier ministre Benjamin Netanyahu depuis le 7 octobre ?

Le 7 octobre a été un moment terrifiant pour la société israélienne. L'attaque brutale du Hamas contre des villes et des villages, assassinant de civils, y compris des enfants et des personnes âgées, dans leurs maisons et prenant 240 Israélien·nes en otage a choqué notre société, la plongeant dans le chagrin et la colère.

La guerre a reçu un large soutien de l'opinion publique israélienne. Pour l'essentiel, l'affirmation du Premier ministre Netanyahu selon laquelle la guerre est menée dans le but de « renverser le pouvoir du Hamas » n'a pas été contestée par les principaux commentateurs et le personnel politique en place.

Cependant, plus de deux mois après le début de la guerre, le mécontentement à l'égard de la politique de Netanyahu ne cesse de croître. Un récent sondage de l'Institut israélien de la démocratie montre que deux tiers des Israélien·nes estiment que le gouvernement n'a pas de plan clair pour le lendemain de la guerre. Une grande majorité de la population pense également que des élections anticipées devraient être

organisées aussitôt après. Les sondages d'opinion prévoient qu'en cas d'élections anticipées, le Likoud, parti au pouvoir, perdrait un tiers de ses sièges et que les partis qui composent la coalition d'extrême droite de Netanyahu perdraient leur majorité à la Knesset (Parlement israélien).

Ce mécontentement se manifeste principalement dans la rue, sous la forme d'un mouvement de protestation croissant mené par les familles et les ami·es des otages israélien·nes détenu·es par le Hamas à Gaza. Ils réclament des négociations en vue d'un accord de cessez-le-feu qui permettrait aux otages de rentrer chez eux. Il reste environ 130 otages à Gaza, notamment des personnes âgées qui ont besoin de soins médicaux et même des enfants en bas âge dont un bébé de 11 mois. Les protestations des familles ont reçu le soutien d'une grande partie de la société israélienne, alors même qu'elles s'en prennent au gouvernement auquel elles adressent des reproches en termes très durs. Dans tout le pays, leurs manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes et ont joué un rôle déterminant en forçant le gouvernement à approuver la trêve de novembre et en faisant pression pour qu'il reprenne les négociations.

Avant la guerre, au cours des dix premiers mois de l'année 2023, un mouvement de protestation de masse a eu lieu en Israël contre le projet de réforme judiciaire de Netanyahu, qui aurait permis à son gouvernement de concentrer davantage de pouvoirs entre ses mains en nommant les juges et en restreignant les libertés démocratiques. Bien que ces manifestations ne se soient pas poursuivies de la même manière après le 7 octobre, elles ont créé une atmosphère de désapprobation générale à l'égard du gouvernement de Netanyahu.

Debout ensemble a organisé des rassemblements de solidarité judéo-arabe dans tout Israël. Il a également mis en place un

dispositif d'organisation spécial appelé la «Garde de solidarité judéo-arabe». Que pouvez-vous nous dire sur ces initiatives et sur leur écho ?

Des centaines de personnes ont participé à nos rassemblements de solidarité judéo-arabe dans plusieurs villes d'Israël, malgré les tentatives des militants d'extrême droite de faire pression sur les lieux que nous avons loués pour qu'ils annulent les événements. Les participants à ces rassemblements ont entendu les discours des dirigeants juifs et arabes de Debout ensemble en faveur de la paix israélo-palestinienne, de la fin de l'occupation et de l'arrêt de la chasse aux sorcières raciste contre les citoyen·nes palestinien·nes d'Israël qui protestent contre les injustices de la guerre.

Nous avons axé notre message sur la pleine égalité – civique et nationale – pour les citoyen·nes palestinien·nes d'Israël, ainsi que sur notre protestation contre le terrible bilan humain de la guerre contre Gaza, qui tue des milliers de civils innocents. Nous ne le faisons pas de l'extérieur de notre société, mais de l'intérieur, avec une profonde sympathie pour nos amis, parents, collègues et partenaires qui ont perdu des êtres chers le 7 octobre dans l'attaque terroriste injustifiable et indéfendable du Hamas contre des civils dans leurs maisons.

Le plus grand rassemblement jusqu'à présent a eu lieu à Haïfa, avec la participation de 700 personnes. Des militants d'extrême droite ont fait pression sur la salle de réunion pour nous empêcher d'y tenir notre rassemblement, et nous l'avons donc tenu dans la mosquée du quartier de Kababir, à Haïfa. Personnellement, c'était la première fois que j'organisais un événement politique dans une mosquée... Pourtant, des centaines d'habitant·es juifs et arabo-palestiniens de Haïfa sont venu·es !

Une fois les 300 sièges de la salle occupés, plus de 200 personnes se sont

* Uri Weltmann est un animateur du mouvement *Omdim be'Yachad-Naqef Ma'an* (Debout ensemble), un mouvement social judéo-arabe actif en Israël, qui lutte contre le racisme et l'occupation et pour l'égalité et la justice sociale. Federico Fuentes est journaliste du magazine australien *LINKS International Journal of Socialist Renewal*. Cet entretien d'abord été publié par LINKS. Traduit de l'anglais par JM.

assisés par terre ou debout dans les allées, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de place dans la salle principale. Plus de 120 personnes ont donc dû s'entasser dans une salle voisine, où les discours étaient retransmis par vidéo. C'est l'une des plus grandes réunions que j'ai contribué à organiser. Les médias internationaux ont trouvé ce rassemblement intéressant, car le fait de voir des juifs en Israël remplir une mosquée en pleine guerre pour écouter des discours en faveur de la paix était effectivement un fait remarquable.

Debout ensemble a également mis en place des groupes locaux dans tout le pays, appelés réseaux de solidarité judéo-arabe ou Garde de solidarité judéo-arabe, afin de se préparer au fait que les dirigeants politiques au sein de l'État israélien poussent à un affrontement entre les citoyen·nes juifs et palestiniens à l'intérieur d'Israël. Itamar Ben-Gvir – le ministre nationaliste le plus extrémiste et le plus faucon qui ait jamais siégé au gouvernement israélien – parle ouvertement de se préparer à un scénario similaire à celui de mai 2021... Il a distribué des armes et incité les gens à former des milices locales dans les grandes villes mixtes, telles que Jaffa, Haïfa, Akko (Acre) et Lyd (Lod). Cela représente un grand danger.

Plutôt que de rester à l'écart et de laisser la droite prendre l'initiative de s'engager dans cette voie dangereuse, Debout ensemble, avec d'autres partenaires, a travaillé sur le terrain, mettant en place des réseaux de solidarité pour réunir des voisin·es juifs et arabes de différents quartiers d'une même ville ou de villes adjacentes, afin d'effectuer un travail de solidarité et d'entraide et de promouvoir l'égalité et l'antiracisme.

La Garde de solidarité judéo-arabe a également mis en place une ligne téléphonique d'urgence, gérée par des bénévoles, où les gens peuvent demander de l'aide. Nous avons lutté contre le racisme et la déshumanisation et soutenu les citoyens arabes victimes de discrimination ou de harcèlement sur leur lieu de travail ou dans les établissements d'enseignement supérieur. Nous avons également retiré les panneaux racistes et agressifs des espaces publics et en avons installé d'autres appelant à la paix et à la solidarité.

Certains de nos groupes ont été confrontés à la répression. Des militant·es de Debout ensemble à Jérusalem-Ouest, juifs et palestiniens, ont été arrêté·es par la police. Leur crime ? Avoir accroché des affiches sur lesquelles on pouvait lire :



« *juifs et arabes, nous nous en sortirons ensemble* ». Cela montre l'atmosphère qui règne actuellement en Israël.

Les événements de ces dernières semaines ont conduit de nombreuses personnes à conclure que la possibilité d'une solution à deux États est révolue. Comment Debout ensemble envisage-t-il la question d'un État ou de deux États et les implications de cette guerre pour parvenir à un tel résultat ?

Toute discussion sur l'avenir de ce pays doit partir du principe le plus fondamental: il y a des millions de juifs-Israéliens dans ce pays, et aucun d'entre eux n'a vocation à s'en aller, tout comme il y a des millions d'arabes-Palestiniens dans ce pays, et aucun d'entre eux n'a vocation à en partir. Cette vérité devrait être la pierre angulaire de toute discussion sérieuse sur la manière de mettre fin à un conflit national violent qui dure depuis des décennies.

Ce n'est pas le point de vue de l'*establishment* politique israélien, qui a soutenu la conception de la « gestion du conflit » au cours des vingt dernières années. Ce paradigme, qui a totalement échoué le 7 octobre, prétend qu'il n'y a pas d'urgence à résoudre la question palestinienne et qu'Israël peut continuer à maintenir une domination militaire prolongée sur des millions de Palestiniens dépourvus de citoyenneté et privé·es des droits humains fondamentaux en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à Gaza. L'*establishment* politique israélien estime que si les éruptions occasionnelles de violence sont regrettables, elles seront locales et rapides, avec des années de « normalité » entre les deux. Ce point de vue a été exprimé non seulement par Netanyahu, mais aussi par ses opposants politiques au sein de l'*establishment*, tels que Naftali Bennet, qui, avant de devenir Premier ministre, a déclaré que le conflit israélo-palestinien ne pouvait être résolu, mais qu'il fallait le supporter, comme un « *éclat d'obus dans les fesses* ».

Le 7 octobre a démontré la faillite de cette « gestion du conflit ». Toute idée

de domination militaire éternelle sur les millions de Palestiniens des territoires occupés est vouée à l'échec et à la violence, ce qui compromet la sécurité des Palestiniens et des Israéliens.

Le peuple palestinien n'acceptera pas de renoncer à son droit à l'autodétermination nationale dans un État qui lui soit propre. Par conséquent, dans le cadre de la dynamique de pouvoir actuelle, le choix se situe entre l'expulsion de millions de Palestiniens, faisant d'eux une fois de plus des réfugiés (une option que certains membres de l'*establishment* israélien n'excluent pas), l'élimination physique d'un peuple entier (dont certains politiciens ultranationalistes kahanistes parlent ouvertement) ou la reconnaissance du droit des Palestiniens à la souveraineté et à l'indépendance.

La dernière option, celle de la création d'un État palestinien indépendant au côté d'Israël, est une option très redoutée par la droite israélienne. Le Parti du sionisme religieux, dirigé par Bezalet Smotrich, s'est empressé d'acheter un immense panneau d'affichage sur l'autoroute Ayalon, au centre de Tel-Aviv, et d'y apposer une pancarte « Autorité palestinienne = Hamas ». Ils comprennent qu'après le 7 octobre, de plus en plus de voix s'élèvent pour dire que tout retour au *statu quo ante bellum* est impossible, et que l'option de réengager des négociations avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en vue d'un règlement diplomatique sera à nouveau sur la table – en particulier si les partis de centre-gauche rassemblent une majorité à la Knesset, comme le suggèrent les sondages d'opinion publique.

Debout ensemble défend le droit des deux peuples de notre pays à vivre en paix, dans la sécurité, l'indépendance et la justice, et soutient l'appel à renouer le dialogue avec l'OLP en vue d'un accord de paix israélo-palestinien. Le Hamas et le Likoud nient tous deux que l'autre peuple a le droit de vivre en paix et en sécurité. Nous nous opposons à eux et nous nous plaçons du côté des habitant·es de ce pays qui méritent un avenir serein. ■

Le 24 décembre 2023

Voir plus loin que la guerre entre État et mafia

Les réseaux des trafiquants sont intimement liés, malgré la guerre que leur a déclarée le gouvernement, aux structures de l'État et au fonctionnement du capitalisme équatorien. Une solution ne peut donc exister qu'avec une rupture complète avec cette logique.

Par
Napoleón Saltos*

« La paix n'est pas l'absence de guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice. » Baruch Spinoza

L'Équateur vit un nouveau chapitre d'une époque agitée. Fito (1) s'est évadé de prison (le 7 janvier, NDLR) et ses soldats ont envahi le plateau de la chaîne TCTV pour proférer des menaces d'une guerre généralisée. Une série d'attaques a été déclenchée, avec des voitures incendiées, des bombes dans les lieux publics, des attaques de magasins.

La réponse du gouvernement Noboa est de déclarer la guerre aux gangs et d'instaurer « l'état d'urgence » et « l'état de conflit armé interne ». Une vague de terreur et

* **Napoleón Saltos** est sociologue et professeur à l'université centrale de l'Équateur.

Article traduit du portugais par Luc Mineto.

1) José Adolfo Macías Villamar, dit Fito, est un criminel, chef du cartel Los Choneros depuis 2020. Il s'est évadé le 7 janvier 2024. Il a depuis été arrêté en Argentine et expulsé vers l'Équateur.

2) Le journal en ligne *La Posta* publie le 9 janvier 2023 un article intitulé « El Gran Padrino » dans lequel est dénoncé l'existence d'un réseau de corruption impliquant des compagnies publiques, l'entrepreneur Rubén Cherres Faggioni et le banquier Danilo Carrera Drouet, beau-frère du président Guillermo Lasso, qui avait largement financé les campagnes électorales de Lasso avant de le remplacer à la tête de la banque Guayaquil.

3) « Métastase ». Vaste opération qui a abouti en décembre à l'arrestation d'une trentaine de personnes, dont des juges et des procureurs, soupçonnés d'être impliqués dans la criminalité organisée liée au narcotraffic. L'affaire a été qualifiée par son initiatrice, la procureure générale Diana Salazar, de « une radiographie claire de la manière dont le trafic de drogue s'est emparé des institutions de l'État ». Elle l'a qualifiée de « plus grande (opération) de l'histoire contre la corruption et le trafic de drogue » dans le pays. Lire « Équateur : Diana Salazar, la procureure en guerre contre la "narcopolitique" », *La Croix* avec AFP, le 18/01/2024.

de peur se répand. La société se retrouve prisonnière du couvre-feu et de la peur.

Des affaires mêlant mafia et politques

Fito est le symptôme d'un problème plus profond. Le trafic de drogue et le capital criminel correspondent à la forme de reproduction élargie du capital dans la phase actuelle, où il n'y a pas de frontière entre le capital légal et le capital criminel. Le trafic de drogue et les gangs criminels ne peuvent pas fonctionner sans entretenir des liens organiques avec les pouvoirs locaux et transnationaux, avec les structures du pouvoir d'État.

L'affaire « Gran Padrino » (le grand parrain), sous le gouvernement Lasso, a montré les liens entre les mafias albanaises et le groupe financier Banco de Guayaquil de Danilo Carrera (2), et avec le réseau créé par le gouvernement dans l'administration des entreprises publiques alors confiée aux mains de Hernán Luque Lecaro. Avec l'assassinat de Rubén Cherres Faggioni, qui est était la fois l'opérateur et l'intermédiaire, cette affaire a été étouffée.

L'affaire Métastase (3) a mis en lumière les liens entre Leandro Norero, baron de la drogue assassiné en 2022, et l'ancien vice-président de Lenin Moreno, Jorge Glas, ainsi que des généraux, des juges, des membres de l'assemblée, des politiciens, qui avaient monté un réseau pour l'impunité et d'affaires frauduleuses. La question se pose alors : que sont devenus les téléphones de Fito, qui sont les juges,

les politiciens, la police qui protègent l'empire de Los Choneros géré de l'intérieur des prisons ?

Un système profondément ancré dans la société

L'autre racine structurelle est le recrutement par les bandes criminelles de jeunes, surtout issus de secteurs marginalisés, parce qu'ils n'ont aucune perspective de vie. La culture de l'argent facile, de la réussite individuelle et la présentation des trafiquants de drogue comme des modèles, diffusés par les médias et les réseaux, détruisent les liens du « vivre ensemble » et ouvrent la porte au recrutement de jeunes par le crime organisé.

L'appartenance à un gang est devenue un mode de vie, ou plutôt un mode de mort. Comme l'a dit l'un d'entre eux, nous n'avons pas d'espoir, nous sommes déjà morts.

Le gouvernement, dans son décret sur « l'état de conflit armé interne », cite 21 gangs, mais on estime qu'il y en a 70, comptant de 40 à 50 000 membres, situés principalement dans les provinces côtières d'Esmeraldas, Manabí, Guayas, et dans les provinces frontalières de Carchi, Imbabura, Sucumbíos, où se trouvent les routes principales du grand trafic de capitaux criminels, mais ils se sont étendus à l'échelle nationale.

Les gangs prospèrent grâce au microtrafic, à l'extorsion, au contrôle des vaccins, aux enlèvements, aux meurtres sous contrat, aux services rendus aux cartels transnationaux, au trafic de drogues, d'êtres humains, d'armes et d'organes, et

Le trafic de drogue et le capital criminel correspondent à la forme de reproduction élargie du capital dans la phase actuelle, où il n'y a pas de frontière entre le capital légal et le capital criminel.

ils ont commencé à blanchir de l'argent dans d'autres activités, telles que l'exploitation minière, la construction et le sport.

Les gangs, premier niveau du trafic de drogue et du capital criminel

Ils sont liés aux cartels transnationaux mexicains, Sinaloa, Jalisco Nueva Generación, le Clan du Golfe et la mafia albanaise, qui se disputent les routes et les réseaux d'acheminement de la drogue vers l'Europe et les États-Unis, les marchés de consommation et l'accumulation de l'argent du crime. On estime que, surtout après les accords de paix en Colombie en 2016, 70 % de la drogue produite dans le sud de la Colombie passe par l'Équateur.

Les gangs locaux opèrent en coordination avec des groupes économiques liés au commerce extérieur et aux flux financiers, tant locaux que transnationaux, avec des acteurs étatiques, des politiciens, des juges, des militaires et des policiers. Les liens sont organiques ; il n'y a pas de frontières entre les gangs et le capital criminel.

Un État policier et antisocial

La réponse du gouvernement de Daniel Noboa a poursuivi et radicalisé la stratégie de la « guerre contre le trafic de drogue et les mafias ». Les questions soumises à la Consultation populaire et les décrets sur l'état d'urgence et les conflits internes renforcent les pouvoirs de répression et de contrôle des

forces armées, qui agissent non seulement en appui des actions policières, mais aussi en tant que direction stratégique ; nous entrons dans un plan de militarisation du pays, de remplacement de l'État de droit par un État de sécurité policière, et dans une politique de renoncement à la souveraineté au nom de l'aide internationale. Une stratégie d'intimidation de la population qui justifie des mesures de choc politique et économique et une répression aveugle, visant avant tout la condamnation raciale des jeunes, afro-descendants, indiens, montubios (métis), qui vivent dans des quartiers ravagés par la pauvreté et le trafic de drogue ; les pauvres et les exclus sont deux fois victimes, et les criminels puissants restent impunis.

Cette stratégie peut certes donner des résultats immédiats sur le terrain, mais elle a échoué en Équateur et ailleurs parce qu'elle ne s'attaque pas aux racines structurelles du capital criminel et du trafic de drogue. Les stratégies sécuritaires et le renforcement de la capacité de dissuasion des organismes militaires et policiers doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique globale, en commençant par la réforme et l'épuration des forces armées et de la police, la réforme complète du système judiciaire, l'enquête et le renseignement pour localiser les chefs de gangs et la coordination avec les pouvoirs économiques et politiques.

questions de la Consultation populaire, et ne légitime pas les plans de guerre et de violence contre les droits humains et les droits constitutionnels.

Il reste des sujets tabous. Il faut commencer par déconstruire les racines économiques, l'activité lucrative du trafic de drogue et les différentes formes de capital criminel, par un processus graduel sous le contrôle de l'État et de la société, et par des accords internationaux, en premier lieu avec les pays andins, pour légaliser la production et la

La stratégie d'intimidation de la population par le pouvoir justifie des mesures de choc politique et économique et une répression aveugle, visant avant tout la condamnation raciale des jeunes, afro-descendants, indiens, montubios (métis), qui vivent dans des quartiers ravagés par la pauvreté et le trafic de drogue.

consommation de drogue, promouvoir des plans de développement alternatif au niveau des régions et contrôler les flux financiers, qui profitent de la dollarisation dans notre pays.

Pour que les jeunes et les familles des quartiers, des communautés et des provinces pauvres ne soient pas pris au piège par le capital criminel, il faut un plan pour construire des territoires libérés et répondre aux besoins fondamentaux et aux attentes des populations marginalisées. La santé, l'éducation, les opportunités d'emploi et de production, l'éthique de la solidarité, les liens communautaires sont les antidotes au mal du capital criminel et du trafic de drogue. C'est là que devraient se concentrer la fermeté, les accords politiques et l'aide internationale.

Il est difficile, voire impossible, pour les puissances dominantes d'agir dans ce sens. C'est à la société civile, aux mouvements sociaux, aux peuples indigènes, aux Afro-Colombiens, aux *montubios*, aux collectifs de femmes et de défense des droits humains, aux universités critiques, aux médias alternatifs, aux communautés religieuses engagés en faveur des pauvres, qu'il revient de construire une culture et une stratégie de paix, fondées sur leur propre pouvoir et sur un engagement plein d'espoir en faveur d'un Équateur juste. ■



Des mesures d'urgence

Une tâche immédiate est d'être vigilant et d'exiger que la Cour constitutionnelle examine les décrets d'exception et de conflit armé interne, ainsi que les



Le 11 janvier 2024

« L'absence de règles est le caractère fondamental du régime »

La Turquie d'Erdoğan cherche à se frayer un chemin, entre le bloc occidental et l'Occident, pour construire un impérialisme de second ordre. Ce n'est pas sans difficulté dans le contexte de l'exacerbation des contradictions entre les grandes puissances.

Entretien avec
Masis Kürkçügil*

Les déclarations enflammées du Président Recep Tayyip Erdoğan condamnant Israël semblent courageuses à l'intérieur du pays et peut-être dans une partie du monde non-occidental, cependant les relations commerciales de la Turquie avec Israël racontent une histoire différente. Ces relations commerciales bilatérales, constamment renforcées ces dernières années, continuent depuis l'offensive du 7 octobre. De plus, nous savons que les entreprises au sein du réseau de patronage d'Erdoğan profitent largement de ce commerce. Comment expliques-tu cette contradiction ?

Traditionnellement, les relations entre la Turquie et Israël sont restées stables

* Masis Kürkçügil, historien, est l'un des fondateurs du mouvement trotskiste en Turquie. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages concernant notamment des questions comme l'histoire du mouvement révolutionnaire de Turquie, la gauche latino-américaine et le génocide arménien. Directeur de la maison d'édition Kız puis Yazın, Kürkçügil a aussi publié depuis le milieu des années soixante-dix plusieurs dizaines d'ouvrages marxistes-révolutionnaires (Trotsky, V. Serge, Mandel, Maitan, Lequenne, Löwy, Samary, Bensaid, Krivine, Habel, Achcar, Traverso...). Le courant lié à la Quatrième Internationale qu'il anime dès 1978 prendra plus tard le nom de Sosyalist Demokrasi için Yeniyol (Cours nouveau pour une démocratie socialiste). Ce courant a aujourd'hui intégré le Parti Ouvrier de Turquie (TIP).

Traduction : intelligence artificielle et U. Aydın.

malgré l'évolution des discours publics. La Turquie a eu une trajectoire particulière en ce qui concerne Israël. Elle a été le premier pays musulman à reconnaître Israël lors de sa fondation en 1948. En tant que pays non-arabe mais musulman et pouvant être un interlocuteur économique, la Turquie est importante pour Israël. Pendant la guerre froide, Israël et la Turquie étaient deux alliés majeurs des États-Unis dans la région. Ankara dépendait largement d'Israël dans les activités de lobbying aux États-Unis en raison du génocide arménien. De plus, lors de l'attaque menée par l'Azerbaïdjan contre l'Arménie en 2022, Israël a apporté une contribution militaire importante. Alors que les pays arabes ne sont pas en position de concurrencer ces deux États dans la région, l'Iran est un État qu'ils doivent prendre en compte à différents niveaux.

Par ailleurs, avant que l'action du Hamas le 7 octobre ne secoue le monde, la Turquie avait commencé à normaliser ses relations avec l'Égypte et Israël, en parallèle avec l'apaisement initié par les Accords d'Abraham entre Bahreïn, les Émirats arabes unis et Israël. Pendant ce temps, les pays du Golfe ont appelé la Syrie à rejoindre la Ligue arabe. Bien qu'il n'y ait pas encore de projet concret, la mention, lors de la dernière réunion du G20, d'une alternative aux routes commerciales chinoises, à savoir un itinéraire Asie-Europe soutenu par les États-Unis et passant par Israël depuis l'Inde, laissait entrevoir une possible « stabilité » dans la région. Cependant, la destinée de la Palestine semble déjà tracée dans cette quête de stabilité, et l'attaque du Hamas et l'offensive israélienne à Gaza ne semblent pas altérer les objectifs à long terme des États.

Les relations entre la Turquie et Israël ont aussi connu une série de problèmes. Notamment, lors du Forum économique mondial de Davos en 2009, Recep Tayyip Erdoğan a attiré l'attention en criant « *one minute* » lors d'un débat en hommage au président israélien Shimon Peres, délaissant toutes les conventions diplomatiques et déclarant : « *vous savez très bien comment tuer des gens* ». Cela lui a valu de passer pour un moudjahid sur la scène politique intérieure. Un an plus tard, en mai 2010, les relations diplomatiques ont été rompues après la tentative du navire *Mavi Marmara* de briser le blocus de la bande de Gaza et la mort de neuf personnes à la suite de l'assaut des soldats israéliens contre lui.

Les relations ont commencé à se rétablir deux ans plus tard lorsque Israël a présenté des excuses et accepté de verser une indemnisation de 20 millions de dollars pour l'incident du *Mavi Marmara*. Bien qu'Erdoğan n'ait pas réagi pendant les grandes manifestations ayant suivi l'assaut sur le navire, il a critiqué en 2016 ceux qui remettaient en question le rétablissement des relations en disant : « *M'avez-vous demandé avant d'acheminer cette aide vers là-bas ?* »

Malgré les critiques acerbes d'Erdoğan lors de la crise de Jérusalem en 2017 et d'autres incidents tendus, les relations ont commencé à se normaliser en 2022 avec la première visite d'un président israélien en Turquie depuis 2014, Isaac Herzog, et la nomination d'ambassadeurs quelques mois plus tard. Des discussions ont également commencé sur le transfert des ressources énergétiques d'Israël vers l'Europe. Cependant, il faut noter que le

volume de gaz naturel venant d'Israël pourrait ne pas être suffisant pour un tel projet, tandis que la Turquie, avec une forte demande énergétique, aspire à devenir un point de passage essentiel entre les pays producteurs et l'Europe.

Pendant cette période, le commerce entre la Turquie et Israël a suivi une trajectoire distincte. Même lors des périodes où Erdoğan utilisait les expressions les plus sévères, le volume des échanges a augmenté. En 2002, année de l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les exportations de la Turquie vers Israël étaient de 861,4 millions de dollars, et les importations en provenance d'Israël s'élevaient à 544,5 millions de dollars. En 2022, les exportations ont atteint 6,74 milliards de dollars, tandis que les importations ont atteint 2,17 milliards de dollars. Les deux pays se complètent dans le commerce, la Turquie envoyant principalement des produits alimentaires et des matières premières en acier, tandis qu'elle importe du pétrole et des combustibles minéraux d'Israël. Un accord de libre-échange est en vigueur entre les deux pays depuis 1997.

Après l'attaque du Hamas le 7 octobre, les premières données indiquent une légère baisse du commerce. Cependant, l'annulation d'accords ou l'imposition de sanctions ne sont pas à l'ordre du jour. De plus, la gestion du commerce international par l'entourage d'Erdoğan n'est pas limitée aux relations avec Israël.

Erdoğan utilise souvent la politique étrangère comme un outil pour sa politique intérieure. Il s'est par exemple récemment réconcilié, comme si de rien n'était, avec les Émirats arabes unis qu'il avait clairement désignés comme les financeurs de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Après avoir ouvertement accusé le

prince héritier saoudien Mohammed ben Salman à la suite de l'assassinat du journaliste dissident saoudien Jamal Khashoggi dans un bâtiment consulaire en Turquie en 2018, il l'a embrassé comme si rien ne s'était passé. Bien que le génocide à Gaza soit d'un niveau incomparable par rapport aux incidents précédents, il est improbable

qu'Erdoğan, qui cherche à emprunter aux quatre coins du monde, coupe radicalement les relations avec Israël.

Les relations entre la Turquie et la Russie semblent aussi contradictoires. Malgré les confrontations fréquentes entre la Turquie et la Russie en Syrie, au Moyen-Orient, dans le Caucase et en mer Noire, la dépendance mutuelle entre les deux pays semble croître au-delà de la proximité personnelle entre Erdoğan et Poutine. Pendant la guerre Russie-Ukraine, la Turquie a fourni des drones SİHA à l'Ukraine au début du conflit, tout en continuant ses efforts pour contourner les sanctions contre la Russie. Alors que des discussions ont lieu sur l'octroi de privilèges pour la construction de nouveaux réacteurs nucléaires en Russie, la Turquie envisage de devenir une nouvelle plaque tournante énergétique pour la Russie. Que peux-tu dire sur cette relation ?

L'unique canal qui pouvait briser l'isolement subi par la Russie à la suite de son invasion de l'Ukraine était la Turquie. En effet, à l'exception de la Chine, la Turquie a été le pays le plus important à contourner les sanctions imposées à la Russie. La relation entre Erdoğan et Poutine, qu'Erdoğan

nomme son « ami » dans le cadre de la personnalisation habituelle de la politique étrangère turque, est assez zigzagante. Après la destruction d'un bombardier russe à la frontière syrienne en novembre 2015, les relations ont atteint un point

critique. Erdoğan a envoyé une lettre d'excuse à la Russie et a accusé les putschistes d'avoir abattu l'avion.

Ainsi, lorsque le rapprochement qui avait commencé dans les années 2000 a soudainement été confronté à cette crise, on pouvait s'attendre à ce qu'Ankara se rapproche davantage de l'Occident. Mais

les relations se sont accélérées avec l'achat controversé de systèmes de défense aérienne S-400, malgré la tension croissante avec l'OTAN. Même la fourniture de drones SİHA à l'Ukraine n'a pas terni ces relations.

L'acquisition du système de défense aérienne S-400 auprès de la Russie a conduit à l'exclusion de la Turquie du processus de production des avions F-35, auquel elle participait, et même à la non-livraison des avions, pourtant payés à hauteur de 1,5 milliard de dollars. Cela a également entravé l'approvisionnement en pièces de rechange pour les avions F-16. Ces missiles, inactifs, ont représenté une concession accordée à la Russie. Même la guerre menée conjointement avec l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, en ignorant les forces russes installées au Karabakh dans le Caucase, n'a pas altéré les relations. La Turquie, en facilitant l'accès du blé ukrainien au marché mondial, protège les intérêts des deux parties en contribuant également à lever l'embargo russe.

L'extradition par la Turquie des Ukrainiens considérés par la Russie comme des criminels de guerre a certes créé un malaise, mais en fin de compte, cela n'a pas dépassé le cadre d'une tension instrumentalisée à des fins de politique intérieure pour deux leaders mutuellement dépendants. Lorsque l'invasion de l'Ukraine a commencé, la Turquie a connu une affluence significative de Russes. Des événements tels que l'approbation par la Turquie de l'adhésion de la Suède à l'OTAN, après l'avoir laissée en suspens ne sont pas non plus essentiels.

Dans les relations entre la Turquie et la Russie, la question la plus critique concerne l'avenir de la Syrie. Ankara a tenté de renverser Assad en utilisant une force composée de mercenaires tels que l'Armée nationale syrienne, même après l'abandon de cet objectif par les États-Unis. Cependant, comme Ankara ne réagissait aucunement face à l'émergence de l'État islamique (ISIS) dans la région, les États-Unis ont coopéré avec les forces du YPG-PYD en Syrie (1). Ainsi, Erdoğan s'est retrouvé confronté à une « formation kurde » imprévue. Pendant les négociations avec le PKK en Turquie, Erdoğan a établi des relations avec des représentants du PYD en Syrie. Cependant, en 2015, il a mis fin à ces négociations et attaqué, déclarant le PYD comme ennemi. L'administration Obama, quant à elle, a formé une force bien équipée de 50 000 personnes, comprenant prin-

ciatement des Kurdes du YPG-PYD, mais aussi partiellement des arabes, pour lutter contre l'ISIS.

Si la Turquie a cherché à prendre le contrôle d'une zone de 30 km de large le long de la frontière syrienne pour repousser les Kurdes, elle n'a réussi à ouvrir que deux poches au-delà de la frontière. En raison du contrôle de l'espace aérien par la Russie, ces opérations ont eu lieu avec l'approbation de Moscou.

L'intention de Poutine de faire de la Turquie un centre de gaz naturel est très importante pour Erdoğan. Si le gaz envoyé par le Turkish Stream est transmis à des pays tiers, la Turquie bénéficiera d'un avantage significatif. D'autre part, Ankara s'est engagé auprès de Moscou en matière d'énergie nucléaire. La mise en service du premier réacteur de la centrale nucléaire d'Akkuyu est attendue.

D'autre part, la Turquie a adopté des positions différentes de la Russie en Libye, en Afrique et en Méditerranée.

Bien que l'objectif de parvenir à un volume commercial de 100 milliards de dollars au cours de la dernière décennie n'ait pas été entièrement atteint, il a dépassé les 60 milliards. Néanmoins, le centre de gravité des relations économiques entre la Turquie et la Russie reste l'énergie. Après la tentative de coup d'État de 2016, Erdoğan, qui n'a pas trouvé le soutien qu'il recherchait auprès de l'Occident, a été immédiatement soutenu par Poutine, ce qui était important pour les électeurs de l'AKP. Dans le même temps, en contrôlant l'espace aérien dans le nord de la Syrie, la Russie a ouvert une brèche permettant à Erdoğan de mener des opérations transfrontalières. La présence de la Russie en Syrie est perçue comme plus acceptable que la position des États-Unis, qui soutiennent les Forces démocratiques syriennes, y compris les Kurdes.

La relation entre la Turquie et la Russie est, d'une certaine manière, une sorte de

chantage envers l'Occident. La Turquie, qui est un « partenaire de dialogue » au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (2), exprime à certains moments, sous forme de menace, qu'elle pourrait devenir un membre à part entière.

Pour le moment, avec l'occupation de l'Ukraine, la dépendance de la Turquie envers la Russie a augmenté, et Erdoğan est plus détendu par rapport à 2016. Cependant, les relations avec la Russie ou Israël sont négligeables par rapport aux relations avec le capital européen. Néanmoins, du point de vue des zones d'influence, les relations avec la Russie sont plus attrayantes.

Les tensions entre la Turquie et l'Occident, en particulier avec les États-Unis, persistent. Quels sont les sujets de contradiction et quelles évolutions prévois-tu dans un avenir proche ?

La justification de la dépendance de la Turquie envers l'OTAN pendant la guerre froide n'est plus valable. Mais la Turquie doit cependant prendre en compte la place des États-Unis en tant que puissance mondiale. Cependant, l'émergence de nouveaux domaines d'influence et de routes commerciales a rendu obsolète la relation de dépendance ancienne. Le conflit entre les États-Unis et la Chine a créé de nouvelles incertitudes. La position des États-Unis vis-à-vis de la Russie ou de l'Iran ne correspond pas aux intérêts de la Turquie. La compétition entre les États-Unis et la Chine concerne non seulement l'Extrême-Orient, mais aussi le Moyen-Orient, où la Chine est désormais présente. En mars 2023, des pourparlers entre les deux puissances ennemies de la région, l'Iran et l'Arabie saoudite, ont eu lieu sous la médiation de la Chine. Les États-Unis ne pouvaient pas accomplir une telle chose, ils sont affaiblis au Moyen-Orient et ne disposent pas d'une force militaire crédible.

Le caractère du régime politique en Turquie ne pose pas de problème pour l'Europe ni, bien sûr, pour les États-Unis. Cependant, en raison de la manière non

conventionnelle dont Erdoğan mène le jeu, il semble un interlocuteur peu fiable. Erdoğan peut un jour parler d'adhérer à l'UE, le lendemain organiser un référendum pour le rejeter, il peut accepter la peine de mort, ralentir le fonctionnement de l'OTAN et flirter avec l'Organisation de coopération de Shanghai. Cependant, l'intensité des relations économiques et politiques avec l'Occident l'empêche d'agir de manière totalement autonome. Personne n'évoque une sortie de l'OTAN. En fait, si les choses continuent ainsi, même si l'OTAN ne peut pas exclure la Turquie, elle pourrait réduire son influence.

Étant donné qu'on ne peut pas séparer la politique étrangère de la politique intérieure, Erdoğan devra faire face aux questions intérieures, en particulier aux problèmes économiques et sociaux, au cours des prochaines années. L'absence de règles, le refus d'Erdoğan de se soumettre à toute règle que ce soit est la caractéristique fondamentale du régime. De la justice à la politique étrangère, des politiques sociales aux droits, l'absence totale de règles est évidente. L'économie turque n'avait pas été aussi éloignée des investissements étrangers depuis très longtemps. Dans un pays où Erdoğan décide des taux d'intérêt, voire de celui de l'inflation, et de qui ira en prison, personne n'investit. Ainsi, le champ de manœuvre du président est de plus en plus restreint.

Toutes ces évolutions suscitent des débats sur la place de la Turquie dans le système international. Certains interprètent cela comme une politique étrangère indépendante, d'autres comme un déplacement de l'axe (se détacher de l'OTAN, eurasiatisme), et pour certains, cela est interprété comme une expansion impérialiste sous-jacente. Qu'en penses-tu ?

Alors même que les pièces de rechange des F-16 n'étaient pas fournies à la Turquie, le fait de fournir des F-35 à la

1) Les Unités de protection du peuple (en kurde : Yekîneyên Parastîna Gel, abrégé YPG) forment la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) kurde en Syrie. Elles se sont formées en 2011 lors de la guerre civile syrienne.

2) L'Organisation de coopération de Shanghai est l'une des nombreuses organisations intergouvernementales à caractère politique et économique actives en Asie. Succédant au « groupe de Shanghai », elle est instituée en 2001 par la Chine, la Russie et quatre États d'Asie centrale : le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Elle s'est élargie à l'Inde et au Pakistan en 2016, puis à l'Iran en 2021.

Grèce et d'établir des bases américaines près de la frontière signifiait un encerclement pour la Turquie, qui prenait des initiatives en mer Méditerranée orientale. Certes, les États-Unis avaient ainsi créé une voie en mer Noire contre la Russie avant la guerre en Ukraine, mais la Turquie en était exclue. Tout comme lorsque les États-Unis, considérant la Turquie comme un allié peu fiable en Syrie, avaient formé une alliance avec les forces locales, kurdes et arabe.

Ily a un fait indéniable: militairement et économiquement, la Turquie est le pays le plus puissant de la région. L'armée turque maintient des troupes dans treize pays. Le passé impérial et les visées impérialistes telles que le panturquisme ont ramené à l'ordre du jour les anciennes sphères d'influence après la disparition de la pression de l'URSS. Présenté comme « un mélange idéologique d'islamisme, de nationalisme turc et d'impérialisme ottoman », le néo-ottomanisme a acquis une légitimité. En parallèle avec le renforcement de l'extrême droite dans la politique intérieure, une tendance expansionniste légitimée par le discours de « la survie » s'intensifie également en politique étrangère. Il y a dix ans à peine, Erdoğan déclarait que « le Kosovo est la Turquie et la Turquie est le Kosovo », montrant l'ampleur des sphères d'influence. Aujourd'hui, même un simple passant dans la rue – soumis à un matraquage médiatique quasi-totalement dominé par le régime – peut affirmer que la province de Mossoul en Irak est en réalité la frontière naturelle de la Turquie.

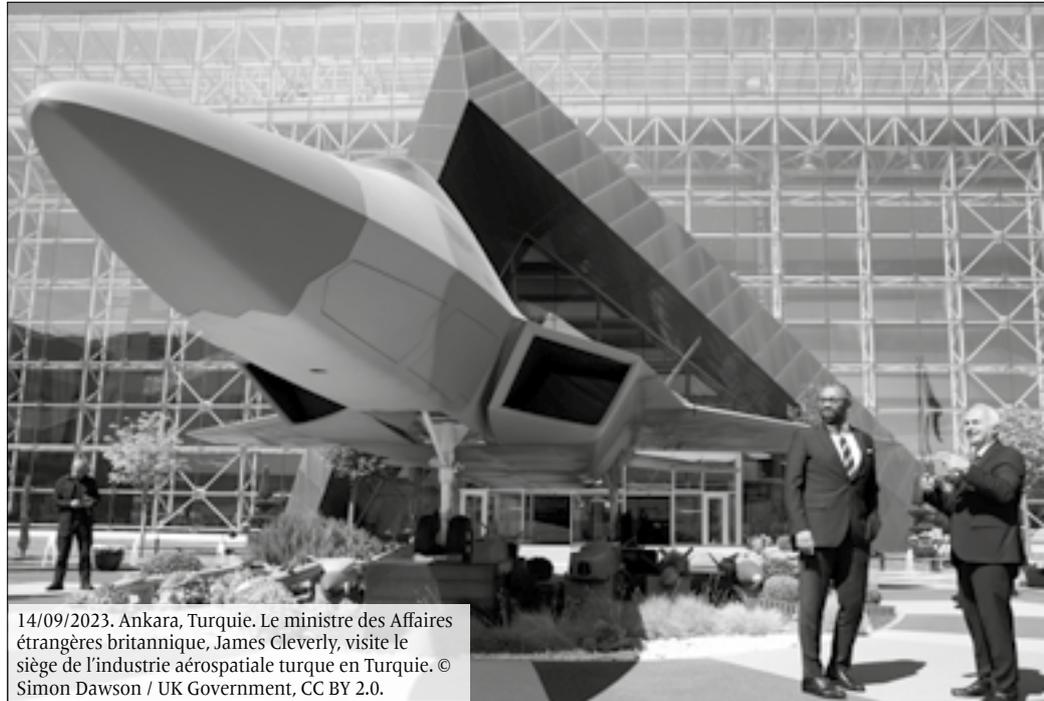
Après le début du Printemps arabe, Erdoğan, en devenant le parrain des Frères musulmans, donnait des conseils à Morsi en Égypte et recommandait également à Assad d'intégrer les Frères musulmans au pouvoir. Et, lorsque ses conseils ne se sont pas concrétisés, il a commencé à rêver d'envoyer ses troupes jusqu'à Damas. Mais son projet de faire de la Turquie une puissance régionale, lancé en 2011, s'est complètement effondré. Le rêve de la domination sur les mers, la « patrie bleue » a fait naufrage. La « précieuse solitude » a laissé place à des embrassades avec ceux qui étaient hier qualifiés de meurtriers.

L'opportunité de devenir une puissance sous-impérialiste aurait peut-être pu être discutée dans d'autres circonstances. Cependant, l'occasion de devenir une puissance douce a depuis longtemps été manquée.

Depuis 2010, la Turquie adopte une politique proactive, indépendante des alliances auxquelles elle appartient, et donc une politique éloignée de l'Occident, voire hostile. Elle explore les possibilités d'être une puissance dans une région s'étendant des Balkans (où un million de personnes parlent turc et

tration de force en mer Méditerranée en se référant à la notion de Mavi Vatan (« patrie bleue ») pour les zones maritimes de compétence, créant ainsi une atmosphère générale de puissance dure.

Alors que des réformes visant à améliorer les relations avec l'UE étaient évitées, la tentative de se présenter comme



14/09/2023. Ankara, Turquie. Le ministre des Affaires étrangères britannique, James Cleverly, visite le siège de l'industrie aéronautique turque en Turquie. © Simon Dawson / UK Government, CC BY 2.0.

un cinquième de la population turque est d'origine balkanique) au Caucase, du Moyen-Orient à l'Afrique. Erdoğan a déclaré ouvertement en 2013 : « *Si vous prétendez être une grande puissance, vous devez être présent dans tous les coins du monde* ». En réalité, lorsque l'URSS s'est effondrée, éliminant ainsi le motif de la dépendance de la Turquie envers les États-Unis, le Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel, avait également évoqué la possibilité d'une sphère d'influence s'étendant de l'Adriatique à la Grande muraille de Chine.

La politique étrangère que l'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu avait appelée « *zéro problème avec les voisins* » a rapidement produit des résultats opposés. En 2013, İbrahim Kalin, l'un des plus proches collaborateurs d'Erdoğan à l'époque, avait résumé la politique étrangère de la Turquie en l'appelant « *précieuse solitude* ». Entre autres, la Turquie, bien qu'elle ne soit pas partie prenante dans le droit maritime international, a lancé une démon-

le porte-parole des Frères musulmans dans le monde arabe après le renversement de Morsi en Égypte est restée vaine. Les rêves de coprésidence attribués à la Turquie et bien sûr à Erdoğan, depuis les projets du Grand Moyen-Orient de l'ère Bush, ont été mis de côté, mais l'ambition d'Erdoğan de devenir un leader mondial n'a pas été éteinte.

« *La Turquie a les ambitions d'une Rolls Royce et les ressources d'une Rover* » avait dit un ambassadeur étatsunien. Il y a ainsi d'un côté une croyance exagérée en la puissance et les capacités du régime, mais qui est accompagnée d'une retraite constante du point de vue des objectifs. La question de la « survie » de la patrie, qu'Erdoğan agite comme bouclier dans la politique intérieure, est aussi utilisée en politique internationale pour décrire un état de « pays assiégé », cherchant ainsi à légitimer son agressivité. Mais les cartes d'Erdoğan sont considérablement plus faibles qu'il y a dix ans. ■

Propos recueillis par B. A. Özden et U. Aydin le 12 janvier 2024

Une gauche toujours plus éclatée, une réorientation urgente comme jamais ! (2)

Dans notre numéro précédent, nous avons abordé la situation en Grèce par le prisme des luttes sociales. Nous avons retenu l'idée que, si les mobilisations ont été nombreuses ces dernières années, la paralysie des syndicats et l'incapacité de la gauche à proposer des débouchés sont au cœur des difficultés du mouvement ouvrier, avec la responsabilité écrasante de Syriza.

Par
Andreas Sartzekis*

Pour aider à comprendre ce paysage, nous publions un tableau des résultats électoraux aux élections législatives de la ND, du Pasok (Parti Socialiste d'orientation sociale-très libérale, pendant trente ans au cœur du bipartisme bourgeois, et qui s'est présenté parfois en alliance avec de petits groupes centristes) et de partis et groupes de la gauche.

On a écarté de ce tableau les quelques groupes révolutionnaires déterminés à se croire le noyau du parti et ravis d'arracher, lors des élections, quelques centaines de voix au niveau national !

- Le KKE : Parti communiste grec, fondé en 1918.

- Antarsya : coalition d'une bonne partie de la gauche anticapitaliste, fondée en 2009 dans le prolongement de diverses coalitions préexistantes.

- LAE (Unité Populaire) : groupe formé en août 2015 après le reniement du résultat du référendum et l'acceptation par Tsipras des exigences de la troïka. Issu de la Plateforme de gauche avec à sa tête Panagiotis Lafazanis, il dispose alors, avec 25 député-es quittant Syriza, d'un groupe parlementaire jusqu'aux élections de septembre 2015.

- Mera (Jour, ou Front européen de désobéissance réaliste) : groupe formé en 2018 par Yannis Varoufakis, ministre des

* **Andreas Sartzekis** est militant de la Tendence programmatique IV^e Internationale, un des deux groupes de la section grecque de la Quatrième Internationale.

Finances sous le premier gouvernement Syriza (janvier – juillet 2015), qu'il quitte après son désaccord avec Tsipras.

- Plevsi Eleftherias (Croisière de la Liberté), créé par Zoé Konstantopoulou, présidente du Parlement de février à août 2015), et à ce titre cofondatrice en avril 2015 de la Commission pour la vérité sur la dette grecque. Konstantopoulou rejoint LAE en août 2015 puis fonde en 2016 Plevsi avec quelques ancien-nes militant-es de Syriza. On verra que si on pouvait classer à gauche ce groupe en 2016, sa trajectoire rend un tel classement quasi impossible aujourd'hui.

Ces derniers temps, on reparle beaucoup de Syriza, qui s'est doté en octobre

d'un nouveau président, fort curieux, pour succéder à Alexis Tsipras. Le constat est accablant : pendant ces quatre dernières années, on a peu parlé de ce qui était le principal parti de la gauche. Et cela pour une raison simple : alors que la Grèce a connu de constantes mobilisations, même pendant la période du Covid, Syriza y était très peu présent, même si des militant-es y participaient, mais davantage de leur propre initiative que par des décisions de collectifs du parti. L'activité parlementaire est certes restée soutenue, avec des interventions souvent brillantes de Tsipras, mais sans pouvoir suppléer un manque décisif : à aucun moment, Syriza

	janvier 2015	septembre 2015	juillet 2019	mai 2023	juin 2023
Participation	64 %	56,2 %	57,8 %	61,7 %	53,7 %
Syriza	2 245 978 36,34 %	1 926 526 35,46 %	1 781 057 31,53 %	1 184 500 20,07 %	930 013 17,83 %
ND	1 718 694 27,8 %	1 526 400 28,1 %	2 251 618 39,85 %	2 407 860 40,79 %	2 115 322 40,56 %
KKE	338 188 5,47 %	301 684 5,5 %	299 621 5,30 %	427 000 7,23 %	401 224 7,69 %
PASOK	289 469 4,68 %	341 732 6,29 %	457 623 8,10 %	676 166 11,46 %	617 487 11,84 %
ANTARSYA	39 497 0,64 %	46 183 0,85 %	23 239 0,41 %	31 746 0,54 %	15 887 0,30 %
LAE		155 320 2,86 %	15 612 0,28 %		
MERA			194 576 3,44 %	155 085 2,63 %	130 178 2,50 %
PLEVSI			82 786 1,46 %	170 298 2,89 %	165 523 3,17 %

n'a su ou voulu tirer parti du résultat des élections de septembre 2019. Certes, Syriza était battu par la droite, mais sans que le « peuple de gauche » ne lui fasse payer chèrement ses reniements et son acceptation des mémorandums, comme si on lui accordait un petit quitus d'avoir tenté la bataille et plié devant la force des adversaires.

Dès septembre 2015 d'ailleurs, on percevait cette tendance à une confiance relativement maintenue : malgré le reniement de l'extraordinaire mandat populaire de juillet (61,3 % de « non » à l'obéissance aux diktats de la troïka, avec 62,15 % de participation au référendum), Syriza gagnait les nouvelles législatives, ne perdant que 300 000 voix, alors que son courant de gauche, LAE, ayant quitté Syriza en août avec 25 député-es, ne récupérait qu'environ la moitié de ces voix et n'avait plus aucun élu. Malgré la défaite, le scénario était quasiment le même en juillet 2019 : LAE s'effondrait totalement et une partie des voix de gauche perdues par Syriza mais aussi celles de LAE était captée par Plevsi et davantage par MERA, qui passait de justesse les 3 % pour obtenir des députés (9, dont Varoufakis).

Aucun des autres groupes de gauche n'a profité électoralement du recul de Syriza

Ni en septembre 2015 ni en juillet 2019. Par contre, c'est un peu dans le Pasok et beaucoup dans l'abstention que se réfugient les déçu-es de Syriza, même si cette abstention est moins un choix politique que la conséquence de profonds bouleversements sociaux se traduisant par des replis individualistes.

On peut dire qu'en juillet 2019, les travailleur-es et les jeunes ont certes perdu leurs espoirs ou illusions par rapport aux promesses de changement radical que Syriza multipliait avant janvier 2015, mais gardaient leur confiance en lui pour mener une opposition de gauche minimum à une droite qui affirmait vouloir « fermer définitivement la parenthèse », et cela dans le cadre d'un nouveau bipartisme (dénoncé par le Pasok) qui verrait désormais l'alternance entre ND et Syriza. Mais on n'aura pas eu l'occasion de savoir si une opposition de gauche classiquement réformiste était possible dans la Grèce des années 2019-2023, car Syriza n'a en rien répondu à cette attente !

Il aurait déjà fallu pour répondre positivement à celle-ci que Syriza procède en 2019 à un bilan de toute la période passée, avec un retour nécessaire sur son programme électoral de 2015, qui, pourtant moins radical que celui du Pasok en 1981, avait dès le départ été grignoté pour être totalement trahi avec l'acceptation du troisième mémorandum.

Un tel bilan, rendu encore plus nécessaire par la place de principal opposant à la ND déterminée par le vote de juillet 2019, aurait permis à Syriza d'une part de donner la parole aux militant-es, d'autre part de tenter – si c'était possible – de proposer un programme ouvertement réformiste sans devenir social-libéral comme le Pasok. Cette absence de débat sur le bilan a conduit à une neutralisation croissante du fonctionnement en parti. Syriza a fonctionné toutes ces années autour de sa direction et de son groupe parlementaire, comme s'il était encore le petit parti eurocommuniste (KKEs) des années 1970. Et, à aucun moment il n'a su construire une activité syndicale réelle.

Il est aussi devenu très minoritaire dans la jeunesse organisée politiquement : aux élections universitaires 2023, il a obtenu environ 2,5 %, loin derrière le courant du KKE (PKS : environ 35 %) et celui de la gauche radicale et révolutionnaire (les EAAK, environ 17 %), le courant de ND obtenant 26 %. Aux législatives du printemps 2023, alors que certains sondages donnaient le vote jeune largement favorable à Syriza, c'est la droite qui l'a emporté dans ce secteur.

Le présidentielisme s'est imposé dans le fonctionnement du parti

En 2022, malgré l'opposition de cadres des courants de gauche, a été décidée l'élection du président-e par les militant-es, avec une possibilité d'adhérer le jour même du vote. Et c'est ainsi qu'en mai 2022, Tsipras a été réélu président avec environ 150 000 voix sur 152 000, ouvrant

la voie avec ce scrutin bonapartiste à un cours suicidaire quant au fonctionnement démocratique du parti.

Mais bien entendu, le plus grave a été l'affirmation d'une ligne de plus en plus social-démocrate, et donc en réalité de plus en plus social-libérale, en se réclamant simplement des « forces de progrès ». Tsipras faisait entre 2005 et 2010 le tour des organisations révolutionnaires anticapitalistes européennes pour lancer Syriza en le faisant passer pour une force de rupture anticapitaliste, mais il s'est en revanche fait inviter ces dernières

années aux réunions de l'Internationale socialiste. Cette orientation de pseudo-réalisme a d'ailleurs été visible dans l'activité parlementaire puisque derrière les effets de tribune, on a vu Syriza voter 45 % des projets de la droite (à la différence de Mera – 15 % – et KKE – 4 % –, chiffres donnés sur le site *vouliwatch*).

Sa recherche d'alliances avec les

« forces de progrès » aurait été positive s'il s'était agi d'une unité d'action avec les forces de gauche (KKE, Antarsya...) et d'une alliance électorale avec quelques-unes de ces forces, comme le KKE et Mera... La direction de Syriza a prétendu qu'elle avait tenté cette approche mais que, comme ces forces refusaient toute forme d'action unitaire, il n'y avait rien de possible de ce côté. Or, vu le rapport de forces électorales écrasant en faveur de Syriza, ce dernier avait l'espace pour systématiser cette politique d'alliances à gauche, et l'échec de celles-ci aurait pu alors être mis sur le compte du sectarisme des autres, ce qui aurait amené certainement un résultat électoral et un rapport de forces différents au printemps 2023. Au lieu de cela, en délaissant sans combat cette démarche à gauche, Syriza a officialisé, en vue des élections de 2023, la recherche d'un accord à tout prix avec le Pasok, présenté comme une « force de progrès »... ce qui a permis à celui-ci de se refaire une santé sur le dos de Syriza en se faisant passer comme plus soucieux des intérêts populaires. Cette santé est toute relative pour le Pasok, si l'on compare

Syriza a été battu par la droite, mais sans que le « peuple de gauche » ne lui fasse payer chèrement ses reniements et son acceptation des mémorandums, comme si on lui accordait un petit quitus d'avoir tenté la bataille et plié devant la force des adversaires.

2023 aux législatives d'octobre 2009 (avec une participation de 70,95 % et une victoire du Pasok avec 43,92 % des voix) suivies juste après, de l'annonce solennelle par Giorgos Papandreou du terrible déficit de la Grèce, qui la fera entrer dans l'ère des mémorandums et de la déchéance électorale du Pasok...

En 2023, ce qui apparaissait de plus en plus comme une mauvaise farce a conduit à désorienter bien davantage une grande partie du « peuple de gauche » : malgré des sondages qui laissaient entrevoir presque jusqu'au bout une petite possibilité de victoire de Syriza, les résultats de mai et juin, avec l'abstention record de juin, ne sont pas surprenants. Mais ils constituent surtout une terrible défaite pour Syriza, qui ne s'en remettra peut-être pas.



Stéfanos Kasselákis et Aléxis Tsípras. DR

Vers la disparition de Syriza ?

Prenant acte des résultats électoraux désastreux du printemps 2023, Tsipras a démissionné de la présidence de Syriza en juin. Au lieu de convoquer un congrès extraordinaire, la direction de Syriza a lancé la procédure d'élection au poste de président-e, dans les mêmes formes que l'année précédente, personne ne remettant officiellement en cause une procédure encore plus problématique en cette circonstance. Au contraire même, une très large publicité lui a été donnée. Il s'agissait en effet, après le choc électoral, de prouver que Syriza gardait un large écho dans la société, quitte à faire s'inscrire n'importe qui pour voter (contre 2 euros), y compris des cadres de la droite (ça s'est vu).

1) *Efimerida ton Syntakton*, 25 novembre 2023.

Plusieurs candidat-es se sont présentés, dont trois dirigeant-es et un ex-cadre du Pasok. Le cinquième candidat était un inconnu, Stéfanos Kasselákis, membre récent, qui avait été candidat aux législatives au titre des Grec-ques de l'étranger. Or, au terme d'une campagne à l'américaine menée par ce Grec des États-Unis, et après que le « contrat » a été rempli (de nouveau environ 150 000 électeur-es, dont presque 40 000 nouveaux membres...), c'est Kasselákis qui l'a largement emporté (56 %) au second tour contre la favorite du scrutin, l'ancienne ministre du travail Effie Achtsióglou.

La surprise a été immense et générale, et aujourd'hui encore on débat sur les raisons de ce succès. L'ouverture du scrutin à quiconque voulait s'inscrire a évidemment joué, mais pas au point de « saboter » l'élection. Les trois anciens dirigeants en lice ont payé pour leur enlèvement dans le fonctionnement de plus en plus bureaucratique et coupé des luttes de Syriza entre 2019 et 2023. Même si le courant de l'ancien ministre des Finances Euclide Tsakalotos se réclame de la

gauche, il a assumé comme les autres le cours de Syriza vers un inexistant centre-gauche. Kasselákis, chouchou des médias et assurément de ND, a pu gagner grâce à au moins trois éléments. Le premier est qu'il s'est présenté comme un « homme nouveau », n'ayant pas trempé dans la politique des mémorandums. Le second, c'est qu'il s'affirme ouvertement homosexuel, ce qui est un critère politique dans une Grèce où Mitsotákis fait tout pour ne pas autoriser le mariage homosexuel, dénoncé comme diabolique par l'église orthodoxe et l'extrême droite de la ND. Et le troisième facteur de cette victoire, c'est tout simplement qu'une partie de l'appareil de Syriza a très vite joué la carte Kasselákis, que ce soit le technocrate Nikos Pappás ou le populiste Pávlos Polákis, avec peut-être de leur part des espoirs de pouvoir manipuler le nouveau président...

Quoi qu'il en soit, Syriza se retrouve

brusquement avec un nouveau président sans aucun rapport avec sa courte histoire (et la longue histoire de l'ancien KKEs), et on verra que plus de deux mois après cette élection, le résultat est une crise qui sera peut-être mortelle pour le parti. En effet, Kasselákis est vraiment un « homme nouveau » : cadre d'une grande banque aux États-Unis, il publiait il y a encore peu de temps des louanges sur Mitsotákis, et il est clair qu'il ne connaît rien à la gauche, ses critères étant ceux de l'entreprise (il a même admiré les méthodes de patron de Trump...) et du marché. Et il pense donc pouvoir agir dans Syriza comme le patron d'une entreprise à redresser, multipliant des déclarations niant le fonctionnement du parti : il souhaite « récompenser » les cadres qui vont travailler à la cohérence des « objectifs communs », il a déjà tenté de faire voter par référendum des sanctions contre les membres en opposition ouverte, avec la volonté déclarée de « dialoguer » avec la base en passant par-dessus les instances.

S'il multiplie les grandes déclarations, celles-ci sont d'une banalité affligeante (« *il faut faire des politiques en plaçant l'humain au centre* ») mais aussi d'une mégalomanie inquiétante (lui seul peut battre Mitsotákis sur ce terrain...), et elles n'arrivent pas à cacher le problème désormais flagrant pour beaucoup : Kasselákis n'a aucune connaissance de ce qu'est la gauche. Se précipitant pour des interviews qui font la joie des médias de droite ou des colloques (dont des colloques patronaux), il a notamment précisé son rêve : « *Je pense que ce que j'apporte de nouveau est un retour à la Grèce d'autrefois en tant que maison bien tenue. Une Grèce où le propriétaire tenait la maison propre, observait les règles et les lois, avait de l'intérêt et de l'empathie pour son voisin.* » Ces propos qui le rapprochent dangereusement des nostalgiques des régimes policiers ou dictatoriaux qui étaient ceux de la Grèce d'autrefois... Le personnage n'arrête pas en outre de se contredire, disant ainsi ne pas être gêné par l'existence de différents points de vue dans le parti mais affirmant qu'il faut interdire les tendances (qui sont inscrites dans les statuts). Ou approuvant d'abord Mitsotákis qui se fâchait avec le Premier ministre anglais à propos des marbres du Parthénon arrachés au début du 19^e siècle par l'Anglais Elgin puis, après conseils, le critiquant car Mitsotákis ne négocie pas en réalité le retour définitif de ces marbres au musée de l'Acropole...

La profusion de telles contradictions amène le journaliste Dīmītrīs Psarrás (par ailleurs auteur antifasciste d'excellents livres sur Aube dorée) à commenter : « *Il me rappelle la célèbre réponse de Groucho Marx, déclarant que tels sont ses principes, mais que s'ils ne plaisent pas, il en a d'autres* » (1).

Le résultat de cette étrange élection et les deux premiers mois présidentiels de Kasselákis sont dramatiques : au sein de Syriza, de nombreuses voix critiquent le comportement autoritaire et le vide politique de cet OVNI, et même son entourage de « fidèles » tente souvent de le recadrer, pour tenter de faire croire que le personnage est compétent et de gauche. Sur la ligne politique, il est difficile de savoir où va Syriza : au-delà des proclamations sur l'objectif d'obtenir 17 % aux européennes et de « *redevenir le premier parti de la gauche et de la mouvance progressiste* », on peut comprendre que l'objectif du nouveau président est de plus en plus celui d'un parti « du centre », calqué sur le parti démocrate américain. Ce qui est sûr, c'est qu'une opération aux relents staliens de réorientation est en cours, que ce soit au journal *Avgi* ou la radio *Kokkino*, les médias liés à Syriza, d'où sont parties ou ont été écartées plusieurs journalistes.

Des ruptures dans Syriza

Mais la conséquence la plus grave pour l'heure et la plus intéressante est le départ de Syriza de milliers de membres, cadres et militant-es de terrain. Des secteurs entiers (villes, jeunesse...) annoncent leur départ. Et deux courants ont quitté officiellement un parti qu'ils jugent irredressable vu son nouveau fonctionnement : le premier est Ombrella, qui regroupe autour de Tsakalotos de très nombreux cadres historiques très connus. Récemment, le courant 6+6 autour d'Effie Achtsioglou a fait la même chose, les deux courants se rejoignant pour former un nouveau groupe parlementaire, Nea Aristera (Nouvelle Gauche), de 11 député-es, qui a pour ambition d'organiser une partie des militant-es quittant Syriza.

Cinq sondages viennent de paraître, qui semblent déjà condamner l'opération Kasselákis : Syriza y est donné entre 10 % et 12 % et troisième parti derrière le Pasok, le cinquième sondage le donnant à 14 %, 2 points devant le Pasok. Alors, en cette fin 2023, quel avenir pour Syriza ? On peut envisager le pire pour lui : même

si la direction affirme que les départs déclarés ne concernent que 1 % des effectifs, ce 1 % représente un tissu militant, avec une expérience politique qui n'est pas celui de très nombreux adhérent-es restant ou nouvellement inscrit-es à Syriza. Surtout, bien des adhérent-es ne font tout simplement pas savoir qu'ils ne feront plus rien avec un Syriza désormais sans rapport avec leur ancien parti. Parmi les militant-es qui restent, une bonne partie est en désaccord avec « la ligne Kasselákis », mais y restent pour l'instant par « patriotisme de parti », dans l'attente d'un congrès sans cesse repoussé. Leur maintien dans Syriza est un facteur permettant pour l'instant la survie du parti. La perspective d'un Syriza à la fois radical et « réaliste », prônée par certains cadres voulant masquer le cours « parti démocrate » de Kasselákis, illustre à la fois le malaise et – avec le pitoyable rappel des accents radicaux d'antan – une tentative vaine d'allier deux voies politiques totalement opposées sur le terrain, le choix ayant été fait depuis longtemps d'aller vers toujours plus de « réalisme », c'est-à-dire de gestion soumise au grand capital.

L'autre grande question est celle de l'éventuelle réorganisation des courants sortis de Syriza, dans laquelle, d'après les sondages, une bonne partie des ancien-es électeurs place leurs espoirs. Cette réorganisation suppose la définition d'une ligne politique claire et en rupture avec le suivisme du projet de « pôle progressiste » version Tsipras des années passées. Mais même si Tsakalotos se réclame du marxisme, rien ne permet de dire que l'on va vers un cours plus à gauche. C'est aussi l'évolution du reste de la gauche qui pèsera sur l'orientation à venir. Pour l'heure, l'objectif affiché par le porte-parole du groupe, Alexis Haritsis, est de « *donner des réponses de gauche* » aux urgences sociales comme « *la cherté de la vie, l'effondrement des institutions de l'État de droit, la crise climatique, la progression des inégalités* ». Des thèmes que le groupe souhaite mettre en avant en coalisant diverses forces, « *de l'écologie politique, des mouvements sociaux et pour la défense des institutions démocratiques* ». Est-ce un retour aux objectifs antérieurs de Syriza, après avoir participé aux longues années de gestion et de tournant vers le social-libéralisme ? On peut en douter fortement, vu le profil de gestionnaires des onze député-es et leur respect des « règles européennes ». Mais il serait en tout cas erroné de ne pas s'intéresser à cette démarche, pour l'heure parlementaire, qui pourrait être infléchie si des arrivées militantes d'ex-Syriza – à qui la gauche anticapitaliste doit savoir s'adresser – pesaient pour réorienter un peu plus à gauche.

cratiques ». Est-ce un retour aux objectifs antérieurs de Syriza, après avoir participé aux longues années de gestion et de tournant vers le social-libéralisme ? On peut en douter fortement, vu le profil de gestionnaires des onze député-es et leur respect des « règles européennes ». Mais il serait en tout cas erroné de ne pas s'intéresser à cette démarche, pour l'heure parlementaire, qui pourrait être infléchie si des arrivées militantes d'ex-Syriza – à qui la gauche anticapitaliste doit savoir s'adresser – pesaient pour réorienter un peu plus à gauche.

Pour conclure cet aperçu de la situation de Syriza, on peut dire que sa nouvelle ligne directrice finit d'acter la faillite d'une organisation dans laquelle une majorité de jeunes et de travailleur-es en Grèce et une grande partie de la gauche anticapitaliste européenne avaient placé leurs espoirs et leurs illusions, que pour notre part nous ne partageons pas, non pas par sectarisme, mais par clairvoyance sur la capacité de manœuvres de la majorité

inconditionnellement réformiste et sur la nécessité de faire vivre une gauche anticapitaliste indépendante de Syriza. Ajoutons une dernière question, très souvent posée : quel est le projet de Tsipras qui, non content de s'être englué dans la gestion du capitalisme et

La nouvelle ligne directrice de Syriza finit d'acter la faillite d'une organisation dans laquelle une majorité de jeunes et de travailleur-es en Grèce et une grande partie de la gauche anticapitaliste européenne avaient placé leurs espoirs et leurs illusions.

d'avoir choisi lui-même Kasselákis comme candidat aux législatives, n'est pas intervenu lors de la campagne pour élire son successeur alors que des coups bas étaient portés contre la candidate Achtsioglou, coups bas visiblement venus de l'aile populiste promouvant Kasselákis ? Sa seule intervention récente est de condamner les scissions, couvrant ce qui constitue de fait un sabotage de Syriza...

Quoi de neuf à gauche de Syriza ?

Si l'on regarde le tableau des résultats électoraux, le résultat est presque sans appel : en huit ans, les groupes ou partis à gauche de Syriza, n'ont bénéficié en rien ou presque des reniements de Syriza puis de son recentrage vers le social-libéra-

lisme. Et cela est particulièrement flagrant pour les années 2019-2023, période où Syriza a creusé sa propre tombe : cela vaut pour les groupes issus de Syriza comme pour ceux d'origine différente (le KKE semble remonter légèrement en 2023, effet à nuancer). Pour tous, la raison principale de l'échec est double : une analyse erronée et une logique boutiquière, à l'opposé de ce qui aurait pu permettre d'éviter ce qui est un désastre pour l'ensemble de la gauche. L'analyse erronée porte sur Syriza, placé par tous ces groupes sur le même plan que ND ou le Pasok, alors que le vote de 2019 montrait que les jeunes et les travailleur-es établissaient une forte différence. Pendant les quatre dernières années, et en particulier dans la période électorale, Syriza semblait représenter pour ces groupes l'ennemi à abattre, et cela a certainement contribué à renforcer la droite.

L'échec dans l'objectif de se renforcer aux dépens de Syriza provient aussi de la maladie historique de la plus grande partie de la gauche grecque : son sectarisme. Car, non seulement la gauche, de Mera à Antarsya en passant par le KKE, a concentré ses attaques sur Syriza, mais chaque groupe l'a fait pour sa propre boutique, là où offrir une alternative commune aurait pu être efficace. Et cela apparaît dans la plupart des manifestations, où les rassemblements des différents groupes ou blocs se font dans des endroits et parfois à des moments différents... Le résultat de tout cela est qu'au terme de la « période Syriza », tout ce qui se trouve à sa gauche représente environ 550 000 voix, soit 10,5 % à 11 % des suffrages exprimés en juin 2023. Le gain en 2023, sur fond d'effondrement de Syriza, est d'environ 150 000 voix par rapport à janvier 2015, où ni Mera, ni LAE, ni Plevsi n'existaient, ce qui est très faible si on se souvient de l'importance des luttes sociales de ces dernières années. En même temps, pour les luttes et la recomposition politique qui ne manqueront pas de venir, c'est un potentiel qui peut être qualifié d'encourageant... à partir du moment où ces forces de gauche reconsidèrent au plus vite leur positionnement et leurs objectifs, ce qui n'est malheureusement pas gagné.

Du côté du KKE, on voit certes un gain électoral, puisqu'il gagne environ 100 000 voix depuis 2019. Sa direction a présenté ce gain comme un très grand succès, preuve de la justesse de sa ligne qui malgré de toutes petites ouvertures dans la période électorale, est surtout faite d'auto-affirmation et de division (notamment dans le mouvement syndical, avec sa fraction PAME) avec un discours gauche en apparence (« Seul le peuple peut sauver le peuple, avec un KKE puissant ») mais dont la traduction est électoraliste : pour commencer à changer les choses, il faut attendre que le peuple donne la majorité au KKE. Et il n'y a qu'une chose à faire : construire le KKE (son organisation de jeunesse, la KNE, s'est largement reconstruite après sa quasi-disparition au profit de NAR en 1989), en établissant un cordon sanitaire vis-à-vis des autres forces de gauche.

Le score de 2023 est-il un succès de cette tactique ? On ne peut qu'en douter si on se reporte aux législatives de 2009, où il avait obtenu bien mieux : 536 000 voix (8,48 %) ; de même, dans la grande ville de Patras, où le maire KKE



Jeunes d'Antarsya lors des élections de 2012. DR

Kostas Peletidis en est à son troisième mandat, on voit aux élections municipales l'érosion du « communisme municipal » classique de la gestion réformatrice : élu au second tour en 2014 avec 60 000 voix (63,5 %) et en 2019 avec 55 000 (70,8 %), il vient certes d'être réélu, mais avec seulement 41 000 voix (56,7 %). Quelle sera la position du KKE face à la crise de Syriza ? Comprendra-t-il qu'il est urgent de proposer une démarche large et unitaire par rapport aux adhérent-es et militant-es critiquant le cours de Kasselakis ? Les premières réponses semblent montrer que le KKE reste ferme dans sa logique boutiquière. Sofianos, un de ces diri-

geants, a déclaré : « Tous ces gens doivent être avec nous. Peu importe qu'on ne soit pas d'accord sur tout, peu importe qu'on soit en désaccord sur pas mal de choses ». Il semble que le KKE, imperturbable dans sa conviction d'avoir raison, seul, ne veuille pas prendre la mesure de la crise à gauche face à l'offensive généralisée de la droite.

Les anciennes organisations dans l'impasse

En ce qui concerne les trois forces issues de Syriza, leurs évolutions particulières ont été très différentes : LAE, après avoir quitté Syriza à l'été 2015 avec comme seule ligne de dénoncer sa direction traître, s'est très vite replié dans un cours exigeant avant tout de quitter l'Union européenne et l'euro, qui l'a assez vite amené à une position nationaliste et à une hémorragie en termes de militant-es et d'audience. Mera a connu un certain développement grâce à la renommée de l'ancien ministre Yannis Varoufákis, à qui le refus de suivre Tsipras dans son reniement du référendum de 2015 avait apporté un certain prestige. Si

l'on peut retrouver des militant-es de Mera dans certaines mobilisations, l'aspect technocratique de son dirigeant et le caractère confus de son projet politique n'ont pas aidé à des clarifications à gauche. Quant à Plevsi, après s'être créé comme groupe identifié de gauche et avoir travaillé en collaboration avec le mouvement Den Plirono (« Je ne paie pas » les péages), il a véritablement dégénéré en une sorte de secte autour de l'ancienne présidente du Parlement, Zoé Konstantopoúlou, agis-

sant presque comme gourou autoritaire et alternant déclarations nationalistes et paroles d'amour qui ont su séduire un électorat dépolitisé et réactionnaire puisqu'elle a étonnamment obtenu huit député-es. Cela n'a plus rien à voir avec les débats à gauche, donc.

Mais qu'en est-il aujourd'hui de la gauche anticapitaliste, portée pendant des années par la coalition Antarsya, dont le lancement en 2009 avait soulevé bien des espoirs en Grèce, puisqu'une bonne partie de la gauche radicale et révolutionnaire tentait ainsi de passer à la vitesse supérieure, après diverses premières expériences cantonnées au seul terrain élec-

toral ? Dès sa fondation, elle reposait, à la différence par exemple du NPA en France lancé comme volonté d'élargissement et de dépassement de la seule LCR, sur deux grosses forces de la gauche révolutionnaire : d'un côté NAR et son journal *Prin*, issu en 1989 de la scission majoritaire de la jeunesse communiste KNE, et de l'autre SEK, formation membre de l'IST, avec chacune plusieurs centaines de militantes. À côté d'elles, plusieurs groupes se sont investis, dont la section grecque de la IV^e Internationale, à l'époque formée d'un seul groupe.

Très vite, les résultats électoraux ont montré une distorsion – qui aurait dû être perçue comme problématique – entre les résultats aux scrutins nationaux et ceux aux scrutins locaux : aux législatives, hormis un score de 75 500 voix (1,19 %) en mai 2012, jamais Antarsya n'a atteint les 1 %. Lors de nouvelles législatives en juin 2012, elle retombait à 20 500 voix (0,33 %), pendant que Syriza passait de 1 million de voix (16,79 %) à 1,7 million (26,89 %). Et depuis, comme le montre le tableau, Antarsya stagne à des scores nationaux très faibles. Par contre, aux différentes élections municipales ou régionales, Antarsya obtenait souvent des scores supérieurs à 2 % et faisait élire des conseiller-es dans de nombreuses régions. On peut estimer que la raison principale de cet écart tient avant tout au positionnement central d'Antarsya, qui au lieu d'une position critique par rapport à Syriza, l'a présenté dès le départ comme une force au service de la bourgeoisie, et a dénoncé immédiatement le gouvernement Tsipras, le mettant dans le même sac que ND et le Pasok. Sans comprendre le rapport des masses à ce qui n'était pas le premier gouvernement de gauche en Grèce (le Pasok d'Andreas Papandreou était bien plus radical en 1981) mais qui suscitait cependant des espoirs, sinon de rupture radicale avec l'ordre bourgeois, au moins pour des avancées sociales remettant en cause la logique mortifère des mémorandums. En recanche, au niveau local, les militant-es d'Antarsya sont reconnu-es pour leur implication permanente dans bon nombre de luttes, antiracistes, étudiantes, ouvrières, et de collectifs locaux.

Mais l'échec évident au niveau national a accentué un défaut originel clé : Antarsya se définissant comme coalition, celles et ceux qui voulaient y militer sans être membres d'un groupe constitué ne pouvaient pas y trouver une place.

Au fil des années, ces diverses difficultés ont accentué une tendance fatale : pour NAR et pour SEK en particulier, l'intérêt d'Antarsya était de recruter pour leurs groupes respectifs, d'autant qu'il n'était pas question que la coalition permette de « dépasser » chacun des groupes. Depuis plusieurs années, Antarsya est devenue un simple un regroupement électoral, et, dans les faits, elle a éclaté. Non seulement il n'est pas rare de voir dans les manifs athéniennes deux banderoles d'Antarsya séparées, l'une de SEK, l'autre de NAR, mais à plusieurs élections locales, comme les régionales dans la région athénienne, il y avait deux listes se réclamant d'Antarsya...

Dans ces conditions, aux élections municipales d'Athènes de cet automne, la belle campagne autour de l'avocat antifasciste très connu Kostas Papadákis, militant d'Antarsya et candidat d'une liste large et unitaire qui a obtenu 6,09 %, relève à la fois de l'exception (aux régionales dans la même région, il fallait 3 % pour obtenir un-e conseiller-e mais chacune des deux listes concurrentes n'a eu qu'un peu plus de 2 %...) et du potentiel qui existe encore au niveau local... pour peu que la gauche anticapitaliste établisse elle aussi son propre bilan et revoie de fond en comble son projet.

Ce n'est pas pour l'instant ce qui semble se dessiner, NAR s'étant lancé depuis pas mal de temps dans un vaste débat sur le futur parti dont il serait le noyau, et SEK s'activant comme toujours dans divers fronts stricts qui sont des émanations de son groupe...

Alors, par rapport aux urgences sociales et politiques, par rapport à la nécessité de battre Mitsotákis, on peut espérer que du marasme actuel dans la gauche anticapitaliste, qui se traduit par des scissions et des regroupements, naitra peut-être une perspective politique de construction patiente mais solide de ce qu'Antarsya n'a pas pu être : un regroupement anticapitaliste large, ouvert, refusant les sectarismes, et doté d'une boussole qui manque terriblement à la gauche grecque, la nécessité de proposer des fronts uniques à toute la gauche parallèlement à la discussion sur le projet politique d'une force anticapitaliste.

La possibilité de reconstruire

Il semble qu'aujourd'hui presque tout le monde a compris que, au-delà de la déroute de Syriza au printemps, c'est toute la gauche qui a subi une inquiétante défaite, et cela ouvre des possibilités de discussions au sein de la gauche anticapitaliste. On le voit notamment avec l'exemple du groupe Anametrissi, dont une bonne partie est issue de Syriza ou de NAR, et dans lequel milite un des deux groupes qui forment désormais la section grecque, la Tendance Programmatique IV^e Internationale.

Pour celle-ci, au cœur des discussions à venir sur le projet à gauche, doit être aussi avancée une autre boussole : la solidarité internationale contre l'impérialisme, que ce soit en soutien au peuple palestinien (les manifestations antifascistes et anti-impérialistes du 17 novembre en ont été une éclatante démonstration) mais aussi au peuple ukrainien, dont la résistance à l'impérialisme russe et ses enjeux restent largement incompris de la majorité des organisations de la gauche réformatrice et révolutionnaire grecque, demeurées sur des positions campistes. (2)

Il va de soi que de telles conceptions réactionnaires écartent la possibilité d'impliquer le KKE dans les discussions programmatiques qui s'ouvrent ou vont s'ouvrir en vue des élections européennes, pour lesquelles la présentation d'une liste unique et ouverte de la gauche anticapitaliste pourrait être une étape importante. Mais la constitution et l'écho d'une telle liste seront d'autant plus possibles que cette gauche saura systématiquement être à l'initiative de propositions d'action à toute la gauche, contre la politique de misère et de répression de Mitsotákis et de son parti. ■

Il va de soi que de telles conceptions réactionnaires écartent la possibilité d'impliquer le KKE dans les discussions programmatiques qui s'ouvrent ou vont s'ouvrir en vue des élections européennes, pour lesquelles la présentation d'une liste unique et ouverte de la gauche anticapitaliste pourrait être une étape importante. Mais la constitution et l'écho d'une telle liste seront d'autant plus possibles que cette gauche saura systématiquement être à l'initiative de propositions d'action à toute la gauche, contre la politique de misère et de répression de Mitsotákis et de son parti. ■

Le 13 décembre 2023

2) Le campisme, hérité d'un stalinisme pas vraiment dépassé, comme on l'a vu lors d'une récente réunion à l'invitation du KKE de divers partis et groupes communistes européens dans laquelle le dirigeant du KKE Koutsoumbas a insisté sur l'existence du « socialisme en Union soviétique et dans les autres États socialistes » et la nécessaire bataille pour défendre cette version de l'histoire (relevé par *Prin*, 26 novembre) !

L'analyse de classe, une boussole nécessaire

Depuis des décennies, chercheurs et militants scrutent les classes sociales. Étienne Pénissat, sociologue, fournit un petit livre, presque une brochure, mais qui aborde des questions essentielles.

Par
Henri Wilno*

Comme l'auteur le souligne d'emblée, parler de classe, ce n'est pas seulement se référer à un concept mais à des représentations de la société, des manières d'agir et de lutter. Or, « ce langage ne constitue plus la représentation principale des antagonismes sociaux », même « à gauche, certains l'ont marginalisé » (page 5). On voit donc fleurir des analyses opposant les « exclus » et le reste de la société, le « peuple » et la « caste » ou les « élites », les « 99 % » aux « 1 % », etc. Tandis que Biden et Macron se posent en défenseurs des « classes moyennes ».

La genèse du concept

Dans son premier chapitre, « Des classes en lutte », Pénissat raconte comment, en Occident dès la seconde moitié du 18^e siècle, le concept de classe s'oppose à la hiérarchie des ordres de l'Ancien Régime (noblesse, clergé, Tiers état). La classe vise à penser les divisions et les dynamiques économiques. Marx le souligne : « ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. » (1). Dans le capitalisme moderne,

*Henri Wilno est économiste, membre de la IV^e Internationale.

1) « Lettre à Weydemeyer », 5 mars 1852.

2) *Les luttes de classe en France*, K. Marx.

3) N. Holcblat, 2003, « Sur des objets démodés : à propos de l'exploitation et des classes sociales », Cairn.info.

4) Notamment sous l'influence des proudhoniens. Les écrits de Marx et Engels montrent une position différente et en 1871, Marx fit voter le congrès de l'AIT en faveur de la fondation de sections de femmes parmi les ouvrières voir « Marx et le mouvement autonome des femmes. Note sur la fondation de sections féminines au sein de la Première Internationale », Laurent Ripart, *L'Anticapitaliste*.

écrit Pénissat « les classes désignent fondamentalement un rapport de dépendance d'antagonisme entre deux groupes : la classe des bourgeois capitalistes, qui détiennent les moyens de production et exploitent le second groupe, la classe des prolétaires » (page 11). Étienne Pénissat rappelle que Marx complexifie cette vision et distingue sept classes ou fractions de classes, de l'aristocratie financière au sous-prolétariat (2). On pourrait ajouter que Marx, dans divers textes, note que le capitalisme produit des différenciations fonctionnelles au sein de la classe dominante (entre capitalismes industriel, financier et commercial) et, par ailleurs, crée différentes couches de salarié-es : ingénieur-es, contremaitres mais aussi employé-es du secteur commercial. Enfin, il ne faut pas oublier les groupes sociaux relevant de formes de production antérieures au capitalisme moderne ou d'une histoire politique particulière (3).

Les deux classes fondamentales (bourgeoisie et prolétariat) sont en lutte et ne se conçoivent pas indépendamment l'une de l'autre et, pour les marxistes, l'analyse des classes et de leurs luttes vise à fonder un projet de dépassement du capitalisme et d'émancipation de l'humanité.

Frontières de classe

Dans un deuxième chapitre, Pénissat montre comment la classe laborieuse, le monde ouvrier, qui commence à s'autonomiser par rapport aux différentes fractions de la classe dominante, va progressivement développer une conscience de ses intérêts communs, une conscience de classe. Les différents corps de métier se regroupent en associations. Plus tard apparaîtront des partis ouvriers.

Mais se pose le problème des « frontières de classes », sujet du troisième chapitre. Sous ce vocable, Pénissat traite en fait des exclusions et subordinations dans l'affirmation de la classe. Cela concerne d'abord les femmes,

nombreuses dans les ateliers et actives dans les grèves, mais marginalisées dans un mouvement ouvrier qui privilégie l'emploi et le salaire des hommes. En 1866, rappelle Pénissat, l'Association internationale des travailleurs, reprenant le modèle bourgeois de la femme au foyer, prend position contre le travail des femmes (4). Deuxième forme d'exclusion, celle des étrangères : si, lors de sa naissance, le mouvement ouvrier affirmait et mettait en pratique la solidarité internationale des prolétaires, à partir de la fin du 19^e, sous l'impact de la crise économique, les travailleurs commencent à être gangrenés par le nationalisme, des manifestations de xénophobie se déchainent parfois contre les migrants.

En France, notamment, « l'âge d'or des classes » (le titre du quatrième chapitre) a été la période qui a succédé à la Deuxième Guerre mondiale. Les grandes usines, notamment métallurgiques, et les concentrations ouvrières pèsent sur la réalité économique et sociale. Cependant l'image de l'ouvrier industriel, qualifié, homme et français, masque une réalité beaucoup plus diverse.

Adieu au prolétariat ?

À partir des années soixante-dix, poursuit l'auteur, vient le temps de changements structurels du capitalisme, du chômage et de l'offensive anti-ouvrière. La classe ouvrière semble se fragmenter avec l'éclatement des formes d'emplois et le démantèlement des grandes usines. Ceux qui apparaissent comme le noyau central de la classe, les ouvriers d'industrie, voient leur poids décliner tandis que montent de nouveaux métiers, clairement prolétariens comme ceux de la logistique ou de la grande distribution, ou classés dans les « professions intermédiaires » par la statistique officielle.



Classe, d'Étienne Pénissat, Anamosa, 9 €

Dans ce contexte, la conscience collective et militante se transmet plus difficilement. Le monde ouvrier dans son ensemble est désormais dévalorisé par les discours dominants : les travailleurs/ses sont désormais un « coût » qu'il faut minimiser au nom de la compétitivité et sont présentés comme un frein au changement et s'accrochant à un monde révolu. Un mépris social est désormais distillé. Des fractions ouvrières sont rejetées dans la catégorie des « pauvres » et « assistés-es » tandis que d'autres sont assimilées aux prétendues « classes moyennes ».

Pénissat insiste sur un point important : les organisations majoritaires de la gauche et du mouvement ouvrier, elles-mêmes, se réfèrent de moins en moins à la classe ouvrière mais parlent de plus en plus de « pauvres » et de « défavorisés ». « *Les dominés sont désormais définis en négatif parce ce qui leur manque et par les problèmes qu'ils ou elles rencontrent. De ce fait, la classe ouvrière n'est plus présentée comme une classe révolutionnaire ou un sujet de l'émancipation* » (page 46).

La diversité au sein des classes

Dans les années quatre-vingt se déroule une offensive contre le marxisme et l'analyse classiste de la réalité sociale : montent les thèses sur la « moyennisation » (l'essentiel de la population ressortirait désormais d'une prépondérante classe moyenne), sur « l'individualisation » (dans les sociétés modernes supposées plus fluides), sur l'opposition entre « inclus » et « exclus ». D'autres chercheurs, explique Pénissat, vont se poser en défenseurs du concept de classe tout en le réactualisant.

C'est le cas notamment de Pierre Bourdieu qui ne réduit pas la classe à la position dans les rapports de production mais insiste sur la notion de subordination, économique, sociale et culturelle. Cette redéfinition constitue une piste essentielle pour comprendre le prolétariat moderne dans sa diversité, qui va bien au-delà des ouvriers d'industrie. Pénissat note aussi que cette redéfinition permet de mieux comprendre ce qu'est la bourgeoisie moderne, qui ne se réduit pas aux propriétaires des moyens de production mais agglomère tous les sommets du pouvoir même s'ils sont salariés (dirigeants d'entreprise, hauts fonctionnaires, etc.).

D'autres travaux sociologiques vont concerner les femmes et les immigrés et leur système d'oppression spécifique. Pénissat cite ainsi la sociologue Danièle

Kergoat : « *ouvrière n'est pas le féminin d'ouvrier* » (page 60) au sens où les femmes au travail subissent des brimades et oppressions particulières (orientation vers certaines formations ou métiers, inégalités salariales, humiliations sexistes et sexuelles...) sans parler des contraintes du travail domestique. Syndicats et partis de gauche ont du mal à prendre en compte cette réalité qui remonte pourtant aux débuts du capitalisme moderne et, pour certains aspects, lui est antérieure.

Pour ce qui est des dominations raciales et coloniales, le rapport entre la « question noire » et le mouvement ouvrier est lancinant depuis longtemps aux États-Unis. En France, se pose d'abord le problème de l'articulation entre colonialisme et classes sociales, dans l'Empire français d'outre-mer d'abord puis face au développement d'une immigration de travail occupant souvent les postes les plus durs et les plus mal payés et aux droits sociaux les plus faibles. Pour reprendre une expression du sociologue Abdelmalak Sayad citée par Pénissat, ces travailleurs se trouvent dans « *une position de dominés parmi les dominés* » (page 69), souvent assignés à certains travaux, postes ou positions hiérarchiques.

Pénissat montre comment, dans l'industrie automobile, la prise en compte par les syndicats des travailleurs immigrés, notamment algériens, et de leurs revendications spécifiques (dénonciation du système colonial, refus du cantonnement aux postes d'OS) a souvent été limitée. Quant à la gauche de gouvernement, elle se déshonore une fois de plus quand le Premier ministre socialiste Pierre Mauroy dénonce en 1983 une grève d'ouvriers de Renault comme résultant de manipulations de groupes religieux. Pour conclure, Pénissat insiste à juste titre sur le fait que prendre en compte les « *assignations raciales* » dans le fonctionnement du capitalisme « *ne signifie ni la marginalisation de l'étude des classes sociales, ni l'assignation des classes populaires immigrées et racisées à une identité raciale* » (page 73).

Pénissat aborde ensuite l'intersectionnalité comme grille de lecture de la réalité sociale. Il affirme que « *loin de désarmer la classe, [elle] lui redonne une visibilité et une vitalité* », notamment parce qu'elle « *met en lumière les fractions populaires les plus invisibilisées, souvent des femmes racisées et/ou migrantes* ». Sans entrer dans la discussion, on peut toutefois noter que l'usage du terme initialement proposé en 1989 par l'universitaire afro-américaine Kimberlé Williams Crenshaw s'est élargi et diversifié comme le

souligne Aurore Lancereau (5). Tout en ne rejetant pas les démarches intersectionnelles, elle écrit notamment que « *que dans l'appropriation militante large de l'intersectionnalité, trois déformations ont été faites du concept initial, qu'il faut critiquer* ». Sa critique porte notamment sur la façon dont est utilisée la notion de « privilège ». Elle rappelle à juste titre à notre avis : « *il faut voir que même si nous pouvons avoir des intérêts immédiats divergents, les différents exploités et opprimés, tant du point de vue de la classe, du genre et de la race, ont des intérêts profondément convergents* ».

Le support du projet révolutionnaire

Pénissat termine son ouvrage sur la nécessité pour le mouvement ouvrier de réhabiliter la référence à la classe tout en tenant compte des transformations intervenues et des lacunes béantes des représentations antérieures du monde du travail. Il rappelle que « *alors que la classe dominante monopolise les ressources économiques et symboliques et bénéficie des coercitions de l'État, la ressource principale des dominés est la capacité à se lier* ». (page 94). Pénissat rappelle aussi que « *l'existence des classes comme collectif agissant ne se déduit pas mécaniquement des conditions d'exploitation et de domination, pas plus qu'elle ne se décrète. Elle suppose un travail politique collectif* ».

C'est ce travail politique qui doit permettre la politisation et la prise de conscience d'une contradiction fondamentale avec les intérêts des dominants. La reconstruction d'une alternative sociale et politique, de l'espoir d'une autre société face au « *désespoir contre-révolutionnaire* » (6) ne se fera pas en niant les complexités mais pas non plus, à notre avis, sur la base d'analyses qui les tordent ou les figent, ou bien enfin éludent le fait que le blocage de la machine capitaliste suppose la mise en action du monde du travail (et pas seulement par des manifestations de rue). Perdure donc la nécessité de cette boussole, certes imparfaite pour capter toutes les dimensions du réel, mais indispensable : la classe sociale. ■

Le 21 janvier 2024

5) Aurore Lancereau, « L'intersectionnalité est-elle soluble dans le marxisme ? », *L'Anticapitaliste*, 2021.

6) « *Le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du désespoir contre-révolutionnaire* », « Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne », Léon Trotsky : *Œuvres*, septembre 1930.

De la Grande Logique de Hegel à la gare de Finlande à Petrograd

Dans ce texte, Michael Löwy explique la trajectoire politique de Lénine, de la position classique, étapiste, de la II^e Internationale sur la prise du pouvoir par le prolétariat, en lien avec ses conceptions philosophiques marxistes.

« Un homme qui dit de pareilles bêtises n'est pas dangereux » (Stankevitch, socialiste, avril 1917).

« C'est du délire, c'est le délire d'un fou ! » (Bogdanov, menchevik, avril 1917).

« Ce sont des rêves insensés... » (Plekhanov, menchevik, avril 1917).

« Pendant de nombreuses années, la place de Bakounine dans la révolution russe est restée inoccupée ; maintenant, elle est prise par Lénine » (Goldenberg, ex-bolchevik, avril 1917).

« Ce jour-là [le 4 avril] le camarade Lénine ne trouva point de partisans déclarés, même dans nos rangs » (Zalejsky, bolchevik, avril 1917).

« Pour ce qui est du schéma général du camarade Lénine, il nous paraît inacceptable, dans la mesure où il présente comme achevée la révolution démocratique bourgeoise, et compte sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste » (Kamenev, éditorial de la Pravda, organe du parti bolchevik, 8 avril 1917).

Par
Michael Löwy*

Voici la réception unanime qui fut donnée, par les représentants officiels du marxisme russe, aux thèses hérétiques que Lénine avait exposées, d'abord à la foule massée sur la place de la gare de Finlande à Petrograd, du haut d'une voiture blindée, et le lendemain devant les délégués bolcheviks et mencheviks du Soviet : les « Thèses d'avril ». Dans ses célèbres mémoires, Soukhanov (menchevik devenu fonctionnaire soviétique) avoue que la formule politique centrale de Lénine – tout le pouvoir aux Soviets – « retentit

* Michael Löwy, né au Brésil, est sociologue, philosophe et militant de la IV^e Internationale en France. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires*, en collaboration avec Olivier Besancenot (éditions Mille et une nuits, 2014, 260 p.), *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire* (Le Temps des cerises, 2018, 220 p.) et *La Comète incandescente. Romantisme, surréalisme, subversion* (Préface d'Alex Januario, illustrations de Guy Girard, Sergio Lima et Penelope Rosemont, Orange, Éditions le Retrait, 2020, 206 p.) Ce document a été publié initialement dans la revue *L'homme et la société*, n°15, 1970.

1) Soukhanov, *La révolution russe de 1917*, Stock, Paris 1965, pp. 139, 140, 142

2) *Ibid.* p. 143

3) Lénine, *Sur notre révolution* (À propos des mémoires de N. Soukhanov), *Œuvres*, Moscou, vol. 23, p. 489.

comme un coup de tonnerre dans un ciel tout bleu » et « stupéfia et confondit les plus instruits de ses fidèles disciples ». Selon Soukhanov, un dirigeant bolchevik aurait même déclaré que « ce discours [de Lénine] n'avait pas aggravé les divergences au sein de la social-démocratie, mais les avait au contraire supprimées, car il ne pouvait y avoir qu'un accord entre bolcheviks et mencheviks face à la position de Lénine » ! (1). L'éditorial du 8 avril dans la Pravda a pour un moment confirmé cette impression d'unanimité antiléniniste ; d'après Soukhanov « il semblait que les fondements marxistes du parti bolchevik restaient solides et inébranlables, que la masse du parti s'élevait contre Lénine pour défendre les principes élémentaires du socialisme scientifique d'antan ; hélas ! nous nous trompions ! » (2).

Comment expliquer l'extraordinaire tempête que soulevèrent les paroles de Lénine et ce chœur de réprobation générale qui s'abattit sur elles ? La description naïve mais révélatrice de Soukhanov suggère la réponse : Lénine a précisément rompu avec le « socialisme scientifique d'antan », avec une certaine façon de comprendre « les principes élémentaires » du marxisme, façon qui était, dans une certaine mesure, commune à tous les courants de la social-démocratie marxiste

en Russie. La perplexité, la confusion, l'indignation ou le mépris avec lesquels ont été reçues les thèses d'avril à la fois par des dirigeants mencheviks et bolcheviks ne sont que le symptôme de la *coupure radicale* qu'elles impliquent d'avec la tradition du « marxisme orthodoxe » de la II^e Internationale (nous nous référons au courant hégémonique et non à la gauche radicale : Rosa Luxemburg, etc.). Tradition dont le matérialisme - mécanique - déterministe - évolutionniste se cristallisait dans un syllogisme politique rigoureux et paralysant :

« La Russie est un pays arriéré, barbare, semi-féodal.

« Elle n'est pas mûre pour le socialisme.

« La révolution russe est une révolution bourgeoise.

CQFD. »

Rarement un tournant théorique fut plus riche de conséquences historiques que celui inauguré par Lénine dans son discours à la gare finlandaise de Petrograd. Quelles ont été les *sources méthodologiques* de ce tournant ? Quelle est la différence spécifique de sa méthode par rapport aux canons de l'orthodoxie marxiste « d'antan » ?

Voici la réponse de Lénine lui-même, dans un écrit polémique dirigé précisément contre Soukhanov, en janvier 1923 : « Tous ils se disent marxistes, mais ils entendent le marxisme de façon pédantesque au

Centenaire de la mort de Lénine

possible. Ils n'ont pas du tout compris ce qu'il y a d'essentiel dans le marxisme, à savoir sa dialectique révolutionnaire » (3). Sa dialectique révolutionnaire : voici, *in nuce* (en bref, NDLR) le lieu géométrique de la rupture de Lénine avec le marxisme de la II^e Internationale, et, dans une certaine mesure, avec sa propre conscience philosophique « d'antan ». Rupture qui commence au lendemain de la première Grande guerre, se nourrit d'un retour aux sources hégéliennes de la dialectique marxiste et aboutit au défi monumental, « fou » et « délirant » de la nuit du 3 avril 1917.

Le « vieux bolchevisme » ou le « marxisme d'antan » : Lénine avant 1914

Une des premières sources de la pensée philosophique de Lénine avant 1914 a été *La Sainte Famille* de Marx (1844), qu'il a lue et résumée dans un cahier de notes en 1895. Il a été particulièrement intéressé par le chapitre intitulé : « Bataille critique contre le matérialisme français » qu'il désigne comme « un des plus précieux du livre » (4). Or, ce chapitre constitue précisément le seul écrit de Marx où il « adhère » d'une manière non critique au matérialisme français du XVIII^e siècle, qu'il présente comme la « base logique » du communisme. Les citations extraites de ce chapitre de *La Sainte Famille* sont un des schibboleth (5) qui permettent d'identifier le matérialisme « métaphysique » dans un courant marxiste.

D'autre part, c'est un fait évident et bien connu que Lénine était, à cette époque, du point de vue philosophique, largement tributaire de Plekhanov. Tout en étant politiquement beaucoup plus souple et radical que son maître, devenu après la rupture de 1903 le principal théoricien du menchevisme, Lénine acceptait certaines prémisses idéologiques fondamentales du marxisme « pré-dialectique » de Plekhanov et son corollaire stratégique : le caractère bourgeois de la révolution russe. Sans cette « base commune » on peut difficilement comprendre que, malgré sa critique sévère et intransigeante du « suivisme » des mencheviques par rapport à la bourgeoisie libérale, il avait pu accepter, de 1905 à 1910, plusieurs tentatives de réunification des deux fractions de la social-démocratie russe. D'ailleurs, c'est au moment de son plus grand rapprochement politique avec Plekhanov (contre le liquidationnisme 1908-1909) qu'il écrit *Marxisme et empiriocriticisme*, œuvre où l'influence philosophique du « père du

marxisme russe » est visible et lisible.

Ce qui est remarquable et tout à fait caractéristique pour le Lénine d'avant 1914, c'est que l'autorité marxiste dont il se réclamait souvent dans ses polémiques contre Plekhanov n'était autre que... Karl Kautsky. Par exemple, il voit dans un article de Kautsky sur la révolution russe (1906) « un coup direct porté à Plekhanov » et il souligne avec enthousiasme la coïncidence entre les analyses kautskyennes et bolcheviques : « La révolution bourgeoise, accomplie par le prolétariat et la paysannerie en dépit de l'instabilité de la bourgeoisie, c'est là une thèse essentielle de la tactique bolchevique, entièrement confirmée par Kautsky » (6).

Une analyse serrée du principal texte politique de Lénine de cette période, les *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905), montre avec une netteté extraordinaire la tension dans la pensée de Lénine entre son réalisme révolutionnaire général et les limites que lui impose le carcan étroit du marxisme soi-disant « orthodoxe ». D'une part, on y trouve des analyses lumineuses et pénétrantes sur l'incapacité de la bourgeoisie russe de mener à bien une révolution démocratique, laquelle ne peut être accomplie que par une alliance ouvrière-paysanne exerçant sa dictature révolutionnaire ; il parle même du rôle dirigeant du prolétariat dans cette alliance et, par moments, il semble toucher du doigt l'idée d'une transition ininterrompue vers le socialisme : « Cette dictature ne pourra toucher [sans passer par toute une série de degrés intermédiaires de développement révolutionnaire] les bases du capitalisme » (7). Par cette petite parenthèse, Lénine ouvre une fenêtre vers le paysage inconnu de la révolution socialiste, mais c'est pour la fermer aussitôt et retourner à l'espace clos, circonscrit par les limites de l'orthodoxie. Ces limites, on les trouve dans les nombreuses formules des *Deux Tactiques*, où Lénine réaffirme catégoriquement le caractère bourgeois de la révolution russe, et condamne comme « réactionnaire » l'idée de « chercher le salut de la classe ouvrière ailleurs que dans le développement du capitalisme » (8).

L'argument principal qu'il présente pour étayer cette thèse est le thème « classique » du marxisme « pré-dialectique » : la Russie n'est pas mûre pour une révolution socialiste : « Le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat (condition subjective indissolublement liée

à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière. Seuls les gens les plus ignares peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique en cours » (9). L'objectif détermine le subjectif, l'économie est la condition de la conscience : voici, en deux mots, Moïse et les Dix commandements de l'évangile matérialiste de la II^e Internationale, qui écrasait de son poids la géniale intuition politique de Lénine.

La formule qui était la quintessence du bolchevisme d'avant-guerre, du « vieux bolchevisme », réfléchit dans son sein toutes les ambiguïtés du premier léninisme : « la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». L'innovation profondément révolutionnaire de Lénine (qui le distinguait radicalement de la stratégie menchevique) est exprimée par la formule souple et réaliste de pouvoir ouvrier et paysan, formule à caractère « algébrique » (Trotsky dixit) où le poids spécifique de chaque classe n'est pas déterminé a priori. Par contre, le terme apparemment paradoxal de « dictature démocratique » est le schibboleth de l'orthodoxie, la présence visible des limites imposées par le « marxisme d'antan » : la révolution n'est que « démocratique », c'est-à-dire *bourgeoise* ; prémisses qui, comme l'écrit Lénine dans un passage révélateur, « découle nécessairement de toute la philosophie marxiste » – c'est-à-dire de la philosophie marxiste telle

4) Lénine, *Cahiers Philosophiques*, Éd. Sociales, Paris, 1955, p. 30.

5) Un schibboleth, en hébreu, est une phrase ou un mot qui ne peut être utilisé – ou prononcé – correctement que par les membres d'un groupe. Il révèle l'appartenance d'une personne à un groupe national, social, professionnel ou autre. Autrement dit, un schibboleth représente un signe de reconnaissance verbal.

6) Lénine, *Œuvres*, Ed. Sociales, vol. II, pp. 432, 433.

7) Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, souligné par nous M. L.

8) Lénine, *ibid* ; cf. aussi : « Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce à dire ? C'est que les transformations démocratiques du régime politique, et puis les formations sociales et économiques dont la Russie éprouve la nécessité, loin d'impliquer par elles-mêmes l'ébranlement du capitalisme, l'ébranlement de la domination de la bourgeoisie, au contraire déblaieront véritablement, pour la première fois, la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie ; pour la première fois elles rendront possible dans ce pays la domination de la bourgeoisie comme classe ».

9) *Ibid.*, p. 15

10) La seule (ou presque) exception à cette règle d'airain était Trotsky qui, le premier, avait dans *Bilan et Perspectives* (1906) dépassé le dogme du caractère bourgeois-démocratique de la révolution russe future ; il était cependant politiquement neutralisé par son conciliationnisme organisationnel.

que la concevaient Kautsky, Plekhanov et les autres idéologues de ce qu'il était convenu d'appeler à cette époque « la social-démocratie révolutionnaire » (10).

Un autre thème des *Deux Tactiques* qui témoigne de l'obstacle méthodologique qui constituait le caractère *analytique* de ce marxisme-là, c'est le rejet explicite et formel de la Commune de Paris comme modèle pour la révolution russe. Selon Lénine, la Commune s'est trompée parce qu'elle n'a pas su « distinguer entre les éléments des révolutions démocratique et socialiste », parce qu'elle « confondait les tâches de la lutte pour la république avec les tâches de la lutte pour le socialisme ». Par conséquent, elle a été « un gouvernement comme ne doit pas être le nôtre [le futur gouvernement provisoire révolutionnaire, M. L.] » (11). Nous verrons plus tard que ceci est précisément un des points nodaux par où Lénine entreprendra, en avril 1917, la révision déchirante du « vieux bolchevisme ».

La « coupure » de 1914

« C'est un faux de l'état-major allemand ! » s'écria Lénine quand on lui montra l'exemplaire du *Vorwärts* (organe de la S.D. allemande) avec la nouvelle du vote socialiste pour les crédits de guerre, le 4 août 1914. Cette anecdote célèbre (ainsi que son refus obstiné de croire que Plekhanov s'était prononcé pour la « défense nationale » de la Russie tsariste) illustre à la fois les illusions que se faisait Lénine sur la social-démocratie « marxiste », son étonnement face à la faillite de la II^e Internationale et l'abîme qui se creuse entre lui et les « ex-orthodoxes » devenus social-patriotes.

La catastrophe du 4 août fut pour Lénine l'évidence fulgurante qu'il y avait quelque chose de pourri dans le royaume du Danemark de l'« orthodoxie » marxiste officielle. La banqueroute politique de cette orthodoxie le conduit donc à une profonde

11) Lénine, op. cit., pp. 63-64 ; souligné dans l'original.

12) R. Garaudy, *Lénine*, P.U.F., 1969, Paris, p. 39

13) Roger Garaudy, in op. cit., p. 40

14) Lénine, « *La portée du matérialisme militant* », 12 mars 1922. Ceci est très actuel aujourd'hui, quand on essaie à nouveau, tout en se réclamant de Lénine, de traiter le vieux Hegel en « chien crevé »...

15) Plekhanov, *Les questions fondamentales du marxisme*, Éd. Sociales, Paris, 1953, pp. 32-33. Cf. aussi p. 25 : « la théorie de la connaissance de Marx provient en droite ligne de celle de Feuerbach ou, si l'on veut, elle est, à proprement parler, celle de Feuerbach, mais seulement approfondie d'une façon géniale par Marx ».

16) Kautsky, *La révolution sociale*, in P. Louis, *150 années de pensée socialiste*, M. Rivière, 1953, pp. 28, 29, 31.



Fond d'archives de Radar.

révision des prémisses philosophiques du marxisme kautsko-plékhanoviste. « *La faillite de la II^e Internationale, aux premiers jours de la guerre, incite Lénine à réfléchir sur les fondements théoriques d'une aussi profonde trahison* » (12). Il faudrait un jour reconstituer précisément l'itinéraire qui mena Lénine du traumatisme d'août 1914 à la *Logique* de Hegel, à peine un mois après. Simple volonté de retourner aux sources de la pensée marxiste ? Ou intuition lucide que le talon d'Achille méthodologique du marxisme de la II^e Internationale était l'incompréhension de la dialectique ?

Quoi qu'il en soit, il n'y a aucun doute que sa vision de la dialectique marxiste en a été profondément transformée. En témoignent non seulement le texte lui-même des *Cahiers philosophiques*, mais aussi la lettre qu'il a envoyée le 4 janvier 1915, à peine terminée la lecture (le 17 décembre 1914) de *Science de la logique*, au secrétaire de rédaction des Éditions Granat pour demander s'il était « encore temps d'apporter [à son Karl Marx] quelques corrections à la section sur la dialectique » (13). Et ce ne fut pas du tout un « enthousiasme passager » puisque, sept ans plus tard, dans un de ses derniers écrits, *Sur la signification du marxisme militant* (1922) il appelait les éditeurs et collaborateurs de la revue théorique du parti (*Sous la bannière du marxisme*) à « être une espèce de Société des amis matérialistes de la dialectique hégélienne ». Il insiste sur le besoin d'une « étude systématique de la dialectique de Hegel du point de vue matérialiste », et propose même de « reproduire dans la revue des passages empruntés aux principaux ouvrages de Hegel, les interpréter dans un esprit matérialiste en les commentant par des exemples d'application de la dialectique empruntés à Marx » (14).

Quelles étaient les tendances (ou du

moins les tentations) du marxisme de la II^e Internationale qui lui donnaient son caractère pré-dialectique ?

1) Tout d'abord, la tendance à effacer la distinction entre le matérialisme dialectique de Marx et le matérialisme « ancien », « vulgaire », « métaphysique » d'Helvétius, Feuerbach, etc. Plekhanov, par exemple, arrive à écrire cette chose étonnante, à savoir que les thèses sur Feuerbach de Marx « ne rejettent nullement les idées fondamentales de la philosophie de Feuerbach ; elles les amendent seulement... les conceptions matérialistes de Marx et Engels se sont développées dans le sens même indiqué par la logique interne de la philosophie de Feuerbach ! » D'ailleurs Plekhanov critique Feuerbach et les matérialistes français du XVIII^e pour avoir une conception trop... idéaliste dans le domaine de l'histoire (15).

2) La tendance, qui découle de la première, à réduire le matérialisme historique à un déterminisme économique mécaniste où « l'objectif » est toujours la cause du « subjectif ». Par exemple Kautsky insiste inlassablement sur l'idée que « la domination du prolétariat et la révolution sociale ne peuvent pas se produire avant que les conditions préliminaires, tant économiques que psychologiques, d'une société socialiste ne soient suffisamment réalisées ». Quelles sont ces « conditions psychologiques » ? Selon Kautsky, « de l'intelligence, de la discipline, un talent d'organisation ». Comment ces conditions seront-elles créées ? « C'est la tâche historique du capital » de les réaliser. Morale de l'histoire : « Ce n'est que là où le système de production capitaliste a atteint un haut degré de développement que les conditions économiques permettent la transformation par le pouvoir public de la propriété capitaliste des moyens de production en propriété sociale » (16).

3) La tentation de réduire la dialectique à un évolutionnisme darwiniste, où les différentes étapes de l'histoire humaine (esclavage, féodalisme, capitalisme, socialisme) se succèdent d'après un ordre rigoureusement déterminé par les « lois de l'histoire ». Kautsky, par exemple, définit le marxisme comme « l'étude scientifique des lois de l'évolution de l'organisme social » (17). Kautsky avait en effet été darwiniste avant de devenir marxiste et ce n'est pas sans raison que son disciple Brill a défini sa méthode comme un « matérialisme biogéographique »...

4) Une conception abstraite et une science naturaliste des « lois de l'histoire » qui est illustrée d'une manière frappante par la merveilleuse phrase qu'a prononcée Plekhanov en recevant les nouvelles de la révolution d'Octobre : « Mais c'est une violation de toutes les lois de l'histoire ! ».

5) Une tendance à la rechute dans la méthode analytique, en ne saisissant que des objets « distincts et séparés » figés dans leur différence : Russie – Allemagne, révolution bourgeoise – révolution socialiste, parti – masses, programme minimum – programme maximum, etc.

Il est bien entendu que Kautsky et Plekhanov avaient soigneusement lu et étudié Hegel ; mais ils l'ont pour ainsi dire « absorbé » et « digéré » au sein de leur système théorique, en tant que précurseur de l'évolutionnisme ou du déterminisme historique.

Dans quelle mesure les notes de Lénine sur (ou à propos de) la Logique de Hegel constituent-elles un défi au marxisme pré-dialectique ?

1) Tout d'abord Lénine insiste sur l'abîme philosophique qui sépare le matérialisme « bête », c'est-à-dire « métaphysique, non-développé, mort, grossier » du matérialisme marxiste, qui est plus proche, par contre, de l'idéalisme « intelligent », c'est-à-dire dialectique. Par conséquent, il critique Plekhanov sévèrement pour n'avoir rien écrit sur la Grande Logique de Hegel, « c'est-à-dire au fond sur la dialectique comme science philosophique », et pour avoir critiqué le kantisme du point de vue du matérialisme vulgaire

plutôt qu'« à la Hegel » (18).

2) Il s'approprie une compréhension dialectique de la causalité : « La cause et l'effet ne sont ergo [donc, par conséquent, NDLR] que des moments de l'interdépendance universelle, de la liaison (universelle), de l'enchaînement réciproque des événements... » En même temps il approuve la démarche dialectique par laquelle Hegel dissout l'« opposition solide et abstraite » du subjectif et de l'objectif et détruit leur unilatéralité (19).

3) Il souligne la différence capitale entre la conception évolutionniste vulgaire et la conception dialectique du développement : l'une, « le développement comme diminution et augmentation, comme répétition » est morte, pauvre, aride ; l'autre, le développement comme unité des contraires, est la seule qui « donne la clef des sauts », de la « rupture du graduel », de la « transformation dans le contraire », de l'abolition de l'ancien et de la naissance du nouveau (20).

4) Il critique, avec Hegel, « l'absolutisation du concept de loi », « sa simplification, sa fétichisation » (et il ajoute : « NB : pour la physique moderne ! »). Il écrit même que « la loi, toute loi, est étroite, incomplète, approchée » (21).

5) Il voit dans la catégorie de la totalité, dans « le déplacement de tout l'ensemble des moments de la réalité, NB : l'essence même de la connaissance dialectique » (22). On voit l'usage que Lénine fait immédiatement de ce principe méthodologique dans la brochure qu'il a écrite

à cette époque, *La faillite de la II^e Internationale* ; il soumet à une critique sévère les apologistes de la « défense nationale » – qui essaient de nier le caractère impérialiste de la grande guerre à cause du « facteur national » de la guerre des Serbes contre l'Autriche – en soulignant que la dialectique de Marx « interdit justement l'examen isolé, c'est-à-dire unilatéral et déformé, de l'objet étudié » (23). Ceci est d'une importance capitale parce que, comme le disait Lukacs, le règne de la catégorie dialectique de la totalité est le porteur du principe révolutionnaire dans la science.

L'isolement, la fixation, la séparation

et l'opposition abstraite des différents moments de la réalité sont dissous d'une part à travers la catégorie de la totalité, d'autre part par la constatation, chez Lénine, que « la dialectique est la théorie [...] des raisons pour quoi l'esprit humain ne doit pas prendre ces contraires pour morts, figés, mais pour vivants, conditionnés, mobiles, se changeant l'un en l'autre » (24).

Bien entendu, ce qui nous intéresse ici est moins l'étude du contenu philosophique des Cahiers « en soi », que celui de ses conséquences politiques. Ce n'est pas difficile de trouver le fil rouge qui mène des prémisses méthodologiques des Cahiers aux thèses de Lénine en 1917 : de la catégorie de la totalité à la théorie du maillon le plus faible de la chaîne impérialiste ; de la conversion des contraires l'un en l'autre à la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste ; de la conception dialectique de la causalité au refus de définir le caractère de la révolution russe par la seule « base économique arriérée » de la Russie ; de la critique de l'évolutionnisme vulgaire à la « rupture dans la succession » en 1917 ; etc, etc. Mais le plus important, c'est purement et simplement que la lecture critique, la lecture matérialiste de Hegel a libéré Lénine du carcan étroit du marxisme pseudo-orthodoxe de la II^e Internationale, de la limite théorique que celui-ci imposait à sa pensée. L'étude de la Logique hégélienne a été l'instrument par lequel Lénine a déblayé la route théorique qui mène à la gare de Finlande à Petrograd.

En mars-avril 1917 Lénine, délivré de l'obstacle représenté par le marxisme pré-dialectique, peut, sous l'impulsion des événements, se débarrasser assez rapidement de son corollaire politique : le principe abstrait et figé selon lequel « la révolution russe ne peut être que bourgeoise – la Russie n'est pas économiquement mûre pour une révolution socialiste ». Une fois franchi ce Rubicon, il se met à étudier le problème sous un angle pratique, concret,

17) *La question agraire*. Plekhanov, par contre, avait, au moins en principe, critiqué l'évolutionnisme vulgaire, en s'appuyant précisément sur la *Science de la Logique* de Hegel. Cf. *Questions fondamentales du marxisme*, p. 36.

18) Lénine, *Cahiers Philosophiques*, Éd. sociales, pp. 148, 229, 230. La *Science de la logique*, ou *Grande Logique*, a été publiée en 1812-1816 pour la première édition, 1832 pour la seconde.

19) *Ibid.*, pp. 132, 152, 171.

20) *Ibid.*, p. 280.

21) *Ibid.*, pp. 125, 126.

22) *Ibid.*, p. 130 ; cf. aussi pp. 135, 162, 195.

23) Lénine, « La faillite de la II^e Internationale », *Œuvres*, Éd. Sociales, tome 21, p. 241

24) *Ibid.*, p. 90.

et réaliste : quelles sont les mesures, constituant en fait une transition vers le socialisme, que l'on peut faire accepter par la majorité du peuple, c'est-à-dire par les masses ouvrières et paysannes ?

Les thèses d'avril 1917

En vérité, les « thèses d'avril » sont nées en mars, plus précisément entre le 11 et le 26 mars, c'est-à-dire entre la troisième et la cinquième *Lettre de loin*. L'analyse serrée de ces deux documents (qui d'ailleurs ne furent pas publiés en 1917) nous permet de saisir le mouvement même de la pensée de Lénine. À la question capitale : la révolution russe peut-elle prendre des mesures de transition vers le socialisme ? Lénine répond en deux moments : dans le premier (Lettre 3) il met en question la réponse traditionnelle ; dans le deuxième (Lettre 5) il donne une réponse nouvelle.

La Lettre 3 contient en elle-même deux moments juxtaposés, dans une contradiction non résolue. Lénine décrit certaines mesures concrètes dans le terrain du contrôle de la production et de la distribution qu'il croit indispensables pour le progrès de la révolution. Il souligne d'abord que ces mesures ne sont pas encore le socialisme, ou la dictature du prolétariat ; elles ne dépassent pas les limites de la « dictature démocratique révo-

lutionnaire du prolétariat et des paysans pauvres ». Mais il ajoute tout de suite cette phrase paradoxale qui suggère clairement un doute sur ce qu'il vient d'affirmer, c'est-à-dire une mise en question explicite des thèses « classiques » : « Il ne s'agit pas en ce moment de procéder à une classification théorique de ces dispositions. On commettrait la plus grave erreur si l'on voulait étendre les tâches de la révolution, ces tâches pratiques, complexes, urgentes, et en voie de développement rapide, sur le lit de Procuste d'une "théorie" figée... » (25). Quinze jours plus tard, dans la cinquième Lettre, l'abîme est franchi, la coupure politique consommée : les mesures mentionnées (contrôle de la production et de la répartition, etc.) constituent, « envisagées dans leur ensemble et dans leur évolution, [...] une transition vers le socialisme, lequel ne saurait être instauré en Russie directement, d'emblée, sans mesures transitoires, mais est parfaitement réalisable et s'impose impérieusement à la suite de telles dispositions » (26). Lénine ne se refuse plus à une « classification théorique » de ces mesures et il les définit non comme « démocratiques » mais comme transitoires vers le socialisme.

Pendant ce temps, les bolcheviks à Petrograd restaient fidèles au vieux schéma (ils essayaient de coucher la révolution russe, cette fille indocile, indomptable et déchaînée, dans le « lit de Procuste d'une théorie figée... » et se cantonnaient dans un attentisme prudent ; la *Pravda* du 15 mars accordait même un soutien conditionnel au gouvernement provisoire (Cadet !) « dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution » ; selon le témoignage sincère du dirigeant bolchevik Chliapnikov, en mars 1917 « nous étions d'accord avec les mencheviks pour dire que nous passions par une phase de démolition révolutionnaire des rapports de féodalité et de servage, auxquels allaient se substituer toutes sortes de "libertés particulières aux régimes bourgeois" » (27).

On peut donc comprendre leur surprise quand les premières paroles que Lénine, à la gare de Finlande à Petrograd, adressa à la foule des ouvriers, soldats et matelots, furent un appel à *lutter pour la révolution socialiste* (28).

Le soir du 3 avril et le lendemain, il exposa au parti les « thèses d'avril » qui produisirent,

selon le bolchevik Zalejsky, membre du Comité de Petrograd, *l'effet d'une bombe qui explose*. D'ailleurs, le 8 avril, ce même comité de Petrograd *rejeta les thèses de Lénine par 13 voix contre 2, avec une abstention* (29). Et il faut dire que les « thèses d'avril » étaient, dans une certaine mesure, en retrait par rapport aux conclusions déjà atteintes dans la cinquième « Lettre de loin » : elles ne parlent pas explicitement de transition vers le socialisme. Il semble que Lénine, face à l'étonnement et la perplexité de ses camarades, ait été amené à modérer partiellement ses propos. En effet, les thèses d'avril

Lénine se propose d'obtenir l'appui des masses paysannes pour certaines mesures concrètes, à caractère objectivement socialiste, prises par le pouvoir soviétique (à hégémonie ouvrière).

parlent bien de *transition* entre la première étape de la révolution et la deuxième « qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie », mais ceci n'est pas nécessairement en contradiction avec la formule tradi-

tionnelle du « vieux bolchevisme » (sauf la mention des « couches pauvres » à la place de la paysannerie comme un tout, ce qui est, bien entendu, très significatif) puisque le contenu des tâches de ce pouvoir (démocratiques seulement ou déjà socialistes ?) n'est pas défini. Lénine souligne même que « notre tâche immédiate est non pas d'"introduire" le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers » (30) formule souple où la caractérisation du contenu de ce « contrôle » n'est pas déterminée. Le seul thème qui, au moins implicitement, est une révision de l'ancienne conception bolchevique est celui de l'*État-Commune* comme modèle pour la République des Soviets, et ceci pour deux raisons :

a) la Commune était traditionnellement définie, dans la littérature marxiste, comme la première tentative de *dictature du prolétariat* ;

b) Lénine lui-même avait caractérisé la Commune comme un gouvernement ouvrier qui avait voulu accomplir, *à la fois une révolution démocratique et une révolution socialiste*. C'est pour cette raison que Lénine, prisonnier du « marxisme d'antan », l'avait critiquée en 1905. C'est pour la même raison que Lénine, le dialecticien révolutionnaire, la *prend pour modèle* en 1917. L'historien E. H. Carr a donc raison de souligner que les premiers articles de Lénine depuis son arrivée

25) Lénine, *Œuvres*, tome 23, pp. 257, 258.

26) *Ibid.*, p. 370.

27) Trotsky, in *Histoire de la Révolution Russe*, Ed. du Seuil, Paris, 1967, vol. I, pp. 333, 336.

28) Voir les souvenirs de F. Somilov, in *Lénine tel qu'il fut*, Éd. Livre Étranger, Moscou, 1958 ; p. 673. Cf. aussi les notes sténographiques prises par le bolchevik Bonch-Bruévitch du premier discours de Lénine à la gare : « Il vous faut lutter pour la Révolution socialiste, lutter jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète du prolétariat. Vive la révolution socialiste ! » in G. Golikov, *La Révolution d'Octobre*, Éd. du Progrès, Moscou, 1966.

29) Trotsky, op. cit., p. 358. Cf. E. H. Carr, *The Bolshevik Revolution*, 1917-1923, vol. I, Macmillan, Londres, 1950, p. 77 : « Personne n'avait encore contesté le point de vue que la révolution russe n'était, et ne pouvait être, qu'une révolution bourgeoise. Ceci était le cadre doctrinal solide et accepté dans lequel la stratégie politique devait s'insérer. Il était difficile, à l'intérieur de ce cadre, de découvrir une raison urgente quelconque pour rejeter a priori le Gouvernement Provisoire, qui était sans doute bourgeois, ou de demander que l'on donne le pouvoir aux soviets, qui étaient essentiellement prolétariens... C'était la quadrature du cercle. Il échet donc à Lénine de briser, devant les yeux étonnés de ses disciples, le cadre doctrinal lui-même. » Cf. aussi le témoignage du bolchevik Olminsky, cité par Trotsky, op. cit., pp. 366, 367 : « La révolution qui s'amorce ne peut être qu'une révolution bourgeoise... C'était un jugement obligatoire pour tout membre du parti. C'était l'opinion officielle du parti, un mot d'ordre constant et invariable, jusqu'à la Révolution de février 1917 et même quelque temps encore après ».

30) Lénine, *Œuvres*, vol. 24, pp. 12, 14.

à Petrograd «*impliquaient la transition au socialisme, mais s'arrêtaient au bord de le proclamer explicitement*» (31). Cette explication va se faire au cours du mois d'avril, au fur et à mesure que Lénine gagne les bases du parti bolchevik pour sa ligne politique. Elle se fait surtout autour de deux axes : la révision du «*vieux bolchevisme*» et la perspective de transition au socialisme. Le texte capital à ce sujet est une petite brochure – peu connue – *Lettres sur la tactique*, rédigée entre le 8 et le 13 avril, probablement sous l'impulsion de l'éditorial anti-Lénine de la *Pravda* du 8 avril, où l'on trouve cette phrase clé qui résume le tournant historique effectué par Lénine et sa rupture définitive, explicite et radicale avec ce qu'il y avait de périmé dans le bolchevisme «*d'antan*» : «*Quiconque, aujourd'hui, ne parle que de la "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie" retarde sur la vie, est passé de ce fait, pratiquement, à la petite bourgeoisie, et mérite d'être relégué aux archives des curiosités pré-révolutionnaires "bolcheviques" - (aux archives des "vieux bolcheviks", pourrait-on dire*» (32). Dans cette même brochure, Lénine, tout en se défendant de vouloir introduire «*immédiatement*» le socialisme, affirme que le pouvoir soviétique prendra des mesures «*pour marcher au socialisme*». Par exemple, «*le contrôle de la banque, la fusion de toutes les banques en une seule ne sont pas encore le socialisme, mais un pas vers le socialisme*» (33).

Dans un article publié le 23 avril, Lénine définit dans les termes suivants ce qui distingue les bolcheviks des mencheviks : tandis que les derniers «*sont pour le socialisme, mais estiment qu'il serait prématuré d'y penser et de prendre dès à présent des mesures pratiques pour le réaliser*», les premiers pensent que les Soviétiques «*doivent prendre immédiatement toutes les mesures pratiquement réalisables pour faire triompher le socialisme*» (34).

Que signifie «*mesures pratiquement réalisables*»? Pour Lénine, cela veut dire surtout des mesures qui peuvent recevoir l'appui de la majorité de la population. C'est-à-dire, non seulement des ouvriers, mais aussi des masses paysannes. Lénine, délivré de la limite théorique imposée par le schéma pré-dialectique – «*le passage au socialisme est objectivement irréalisable*» – s'occupe maintenant des conditions politico-sociales réelles pour assurer «*des pas vers le socialisme*». Ainsi, dans son discours au VII^e congrès du parti bolchevik (24-29 avril) il pose le problème d'une façon réaliste et concrète : «*Il faut parler d'actes et de mesures*



pratiques [...] Nous ne pouvons pas être partisans d'"introduire" le socialisme [...]. La majorité de la population est formée en Russie de paysans, de petits propriétaires qui ne peuvent en aucune façon désirer le socialisme. Mais que pourraient-ils objecter à la création, dans chaque village, d'une banque qui leur permettrait d'améliorer leur exploitation ? Ils ne peuvent rien dire là contre. Nous devons préconiser ces mesures pratiques parmi les pays et affermir en eux la conscience de cette nécessité» (35). «*Introduire*» le socialisme signifie, dans ce contexte, l'imposition immédiate de la socialisation totale «*par en haut*», contre la volonté de la majorité de la population. Lénine, par contre, se propose d'obtenir l'appui des masses paysannes pour certaines mesures concrètes, à caractère objectivement socialiste, prises par le pouvoir soviétique (à hégémonie ouvrière). À quelques nuances près, cette conception ressemble étonnamment à celle défendue depuis 1905 par Trotsky : «*la dictature du prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie*» qui effectue le passage ininterrompu de la révolution démocratique à la révolution socialiste. Ce n'est donc pas par hasard que Lénine fut traité de «*trotskiste*» par le «*vieux bolchevik*» Kamenev en avril 1917... (36).

Conclusion

Il n'y a pas de doute que les «*thèses d'avril*» représentent une «*coupure*» théorico-politique d'avec la tradition du bolchevisme d'avant guerre. Ceci dit, il est non moins vrai que, dans la mesure où Lénine avait, dès 1905, prôné l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie (et l'approfondissement radical de la révolution sans ou même contre la bourgeoisie libérale) le «*nouveau bolchevisme*» né en avril 1917 est l'héritier authentique et le fils légitime du «*vieux bolchevisme*».

D'autre part, s'il est indéniable que les *Cahiers* constituent une rupture philosophique d'avec le «*premier léninisme*», il faut reconnaître aussi que la méthode à

l'œuvre dans les écrits politiques de Lénine avant 1914 était beaucoup plus «*dialectique*» que celle de Plekhanov ou Kautsky.

Finalement, et pour éviter des malentendus possibles, nous n'avons nullement voulu suggérer que Lénine a «*déduit*» les Thèses d'avril de la *Logique* de Hegel... Ces thèses sont le produit d'une pensée réaliste révolutionnaire face à une situation nouvelle : la guerre mondiale, la situation objectivement révolutionnaire qu'elle a créée en Europe ; la révolution de février, la défaite rapide du tsarisme, l'apparition massive des soviets. Elles sont le résultat de ce qui constitue l'essence même de la méthode léniniste : *une analyse concrète d'une situation concrète*. La lecture critique de Hegel a précisément aidé Lénine à se libérer d'une théorie abstraite et figée qui *faisait obstacle à cette analyse concrète* : la pseudo-orthodoxie pré-dialectique de la II^e Internationale. C'est dans ce sens, et dans ce sens seulement, qu'on peut parler de l'itinéraire théorique qui mène Lénine de l'étude de la *Grande Logique* dans la bibliothèque de Berne, en septembre 1914, aux paroles de défi qui «*ébranlèrent le monde*», lancées pour la première fois, la nuit du 3 avril 1917, dans la gare de Finlande à Petrograd. ■

1970

31) E. H. Carr, op. cit.

32) Lénine, *Œuvres*, vol. 24, p. 35. Cf. aussi p. 41 : «*La formule du camarade Kamenev, inspirée du "vieux bolchevisme" : "La révolution démocratique n'est pas terminée", tient-elle compte de cette réalité ? Non, cette formule a vieilli. Elle n'est plus bonne à rien. Elle est morte. C'est en vain que l'on tentera de la ressusciter*».

33) *Ibid.*, p. 44.

34) Lénine, «*Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat*», *Œuvres*, vol. 24, p. 89.

35) Lénine, op. cit., p. 241.

36) Cf. Trotsky, *The Permanent Revolution*, New Park Publication, Londres, 1962, pp. 73, 97. Il ne faudrait pas oublier, d'autre part, que tant pour Lénine que pour Trotsky il y avait une «*limite objective*» pour le socialisme en Russie, dans la mesure où une *société socialiste accomplie* – abolition des classes sociales, etc. – ne saurait être établie dans un pays isolé et arriéré.

Un lien pour les luttes

Ernesto Herrera (1949-2024) – Antonio Maria Nuñez Guglielmi de son vrai nom – choisit pour pseudonyme le nom d'un écrivain qui relata, entre autres, la guerre civile qui secoua l'Uruguay en 1904-1905.

Par
Charles-André Udry*

Dans les années 1950, l'Uruguay plongeait dans une crise socio-économique. C'est dans ce climat qu'Ernesto initia une activité de délégué syndical, dans une fabrique de valves pour des bonbonnes de gaz, Benas SA. Comparées au mouvement syndical, les forces politiques de gauche étaient faibles. Le plan politico-institutionnel était occupé par deux partis, les Blancos – Parti national lié aux grands propriétaires terriens – et les Colorados, parti représentatif de la bourgeoisie urbaine de Montevideo. Ernesto s'engagea initialement dans les rangs du Parti communiste. Le mouvement syndical connut un processus de regroupement au milieu des années 1960, avec l'institution de la Convención nacional de trabajadores (CNT).

Du combat à l'exil

En 1973, Ernesto adhère au Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation se réclamant du trotskysme et opposée à la lutte armée. Devant l'usine où il travaillait était distribué le mensuel de cette organisation par un militant qui devint un de ses plus proches camarades de combats, Juan Luis Berterretche.

Dès 1967, militarisation et état de siège se sont affirmés ; les luttes sociales se développent et un mouvement de guérilla urbaine, les Tupamaros, accroît ses activités. Aux deux partis traditionnels s'ajoute le Frente Amplio (FA), un large regroupement des forces du centre gauche et de la gauche. Le PST participera à sa création en 1971. La classe dominante va alors s'appuyer sur l'armée pour déclarer, dès 1972, une « guerre intérieure » contre la guérilla et les classes populaires, afin d'abattre ce qui restait de conquêtes sociales historiques. Dans la foulée sera organisé le coup

* Charles-André Udry, économiste, animateur des Éditions Page deux et de la revue en ligne *À l'encontre*, a été longtemps membre de la direction de la IV^e Internationale. Version réduite par nos soins.

1) Le coup, la résistance et ses limites ont été analysés par Ernesto Herrera. Lire « Uruguay – 50 ans après le coup d'État. 1973 : l'imposition d'un régime contre-révolutionnaire », 2 juillet 2023.

d'État de juin 1973 (1). La dictature va se prolonger jusqu'en 1985.

De 1973 à 1975, Ernesto joua un rôle décisif dans le maintien de structures organisationnelles clandestines, avant que la répression s'accroisse encore. Pour les membres du PST se conjuguaient alors une activité clandestine confrontée à des arrestations, des détentions, et le soutien aux familles des détenus. Marita, compagne d'Ernesto, fut élue porte-parole de la résistance interne dans la prison pour femmes de Punta Rieles.

L'exil, une internationalisation de l'engagement

En 1982, avec d'autres membres du PST, Ernesto s'exila au Brésil où il établit des liens étroits avec les militant·es de Démocratie socialiste, courant du PT. En 1983, Ernesto rentra clandestinement en Uruguay pour participer à la mobilisation antidictatoriale et à la réorganisation du PST. Le Frente Amplio se développe, avec l'entrée des Tupamaros (Mouvement de libération national-MLN) en 1989, une croissance électorale depuis 1989, et la constitution d'un regroupement de forces de gauche, appelé Mouvement de participation populaire (MPP) au sein du FA.

Ernesto fut membre de la direction fédérale du MPP. Il anticipait, dès cette période, les lignes de force qui allaient bousculer les sociétés et, dans la foulée, les forces se réclamant d'un socialisme révolutionnaire.

De la contre-société au réformisme sans réforme

En 2005, le FA conquiert le « pouvoir » gouvernemental. En son sein, la composante issue du MLN s'imposera, ce qui consacra pour certains observateurs la formule « des armes aux urnes ». Ernesto Herrera citait Carlos Real de Azúa pour décrire le FA initial, comme « une vraie contre-société » nourrie par des assemblées de base, la mobilisation sociale, la radicalisation politique et une pratique collective de « rupture » – non seulement avec le système bipartisan mais avec le système socio-économique aux mains des classes propriétaires et des organismes impérialistes. Ernesto soulignait qu'il n'y avait pas



un simple passage à « la voie électorale » mais une rupture avec le programme historique du Frente pour aboutir à un « réformisme sans réformes », au cours des expériences gouvernementales.

De 1985 à 2003, Ernesto Herrera prit en charge un travail de « coordination » en Amérique latine pour la IV^e Internationale. Il le fit sur la base de sa pratique militante, de sa compréhension des évolutions politiques, de ce qui différencie le spécifique du général dans les diverses formations sociales et d'un internationalisme militant lié entre autres à ses exils politiques.

Or, l'année 2003 marque l'arrivée du gouvernement Lula au pouvoir au Brésil avec la participation de membres de la DS. Ernesto ne pouvait qu'exprimer un désaccord avec cette subordination de dirigeants de la DS aux impératifs de la machine gouvernementale de Lula. L'espoir que suscitait la dynamique ouverte par le gouvernement Lula parmi des membres du cercle dirigeant de la IV^e Internationale rendait inadéquate, selon eux, la responsabilité qu'Ernesto Herrera occupait dans la « coordination ».

Il put cependant poursuivre son activité militante en Uruguay, maintenir des liens militants en Amérique du Sud et divers pays européens. Ce réseau aboutit au lancement du bulletin *Correspondencia de Prensa*, puis du site du même nom. Ernesto était une ressource pour l'activité de socialistes révolutionnaires en Amérique du Sud, le bulletin et le site prolongèrent et élargirent les disponibilités de ce soutien.

Il est des hommages qui font des militants disparus des figures plus grandes qu'elles n'étaient considérées de leur vivant. Ce qu'Ernesto Herrera, à coup sûr, n'aurait pas voulu, j'ose le supposer sur la base de mes quarante années d'amitié militante. J'espère avoir échappé à cette sorte d'embûche. La publication posthume d'un ouvrage qu'il a consacré à l'histoire des Tupamaros et à la vie socio-politique de l'Uruguay et de ses habitant·es participera à faire d'un passé réfléchi un instrument pour le présent. ■

Le 26 janvier 2023